

Panoptique Patrimoine culturel

Enquête auprès des cantons sur
l'organisation et le fonctionnement
des domaines de la protection
des sites construits,
de la conservation des monuments
historiques et de l'archéologie

Rapport final
Zurich, 30 septembre 2022



Mandant :

**Office fédéral de la culture OFC
Hallwylstrasse 15
3003 Berne**

Auteur :

**BauSatz GmbH
Ankerstrasse 3
8004 Zurich
www.bausatzgmbh.ch**

Traduction :

Office fédéral de la culture OFC

Panoptique Patrimoine culturel

Table des matières

0.	Résumé	4
1.	Introduction	5
1.1	Contexte	
1.2	Mandat	
1.3	Méthode	
1.4	Implication limitée des communes	
2.	Fiches signalétiques des cantons	7
	par ordre alphabétique	
3.	Résultats	44
3.1	Protection des sites construits	44
3.1.1	Organisation et compétences	
3.1.2	Commissions spécialisées	
3.1.3	Plan directeur et gestion des sites construits à protéger	
3.1.4	Inventaires des sites construits	
3.1.5	Protection des sites construits	
3.1.6	Examen des plans d'affectation et des demandes de permis de construire	
3.1.7	Contributions aux mesures de protection des sites construits	
3.2	Conservation des monuments historiques	46
3.2.1	Organisation et compétences	
3.2.2	Commissions spécialisées	
3.2.3	Inventaires des monuments historiques	
3.2.4	Mise sous protection	
3.2.5	Examen des plans d'affectation et des demandes de permis de construire	
3.2.6	Contributions à la conservation des monuments historiques	
3.2.7	Services des monuments historiques des grandes communes urbaines	
3.3	Archéologie	48
3.3.1	Organisation et compétences	
3.3.2	Commissions d'archéologie	
3.3.3	Inventaires et zones archéologiques protégées	
3.3.4	Examen des plans d'affectation et des demandes de permis de construire	
3.3.5	Collections archéologiques	
3.3.6	Fouilles, prospection et diagnostic	
3.4	Thèmes transversaux	49
3.4.1	Utilisation des fonds de loterie	
3.4.2	Plans directeurs cantonaux	
3.4.3	Position des communes	

Annexes

0. Résumé

En Suisse, la protection du patrimoine est, selon la Constitution fédérale, l'affaire des cantons. Au plus tard après l'introduction de la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage dans les années 1960, les cantons ont édicté leurs propres lois et conceptions de protection et mis en place des services spécialisés dans les domaines de l'archéologie, de la conservation des monuments historiques et de la protection des sites. La Confédération joue en premier lieu un rôle de conseil et de soutien. L'approche fédéraliste a entraîné une grande diversité dans les mises en œuvre cantonales. Afin de mieux comprendre les différences et les particularités entre les cantons et en vue d'élaborer une vision commune de la Confédération et des cantons dans les domaines de l'archéologie, de la conservation des monuments historiques et de la protection des sites, l'Office fédéral de la culture a lancé le projet « Panoptique Patrimoine culturel » et commandé une étude.

Cette présente étude montre comment les cantons sont organisés, quelles sont les bases légales, comment le patrimoine culturel est recensé, quelles sont les tâches exécutées par les cantons, comment leurs concepts de protection sont conçus et quelles sont les compétences que les différents cantons délèguent aux communes.

1. Introduction

1.1 Contexte

En Suisse, la protection du patrimoine est du ressort des cantons, conformément à l'art. 78 Cst. La notion de patrimoine englobe l'ensemble du patrimoine culturel bâti, notamment l'archéologie, les monuments historiques et les sites construits. Les derniers cantons à avoir édicté leurs propres lois et concepts de protection et mis en place des services spécialisés dans les domaines de l'archéologie, de la conservation des monuments historiques et de la protection des sites construits l'ont fait après l'introduction de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN, RS 451), dans les années 1960. Aujourd'hui, les cantons tiennent des inventaires des objets dignes de protection, assurent la protection des objets et des sites de valeur, effectuent des fouilles archéologiques et suivent les travaux de restauration d'objets protégés privés et publics.

Au-delà des missions qui incombent à la Confédération en vertu de la LPN (p. ex. inventaires fédéraux, commissions, stratégies nationales, accords internationaux, subventions pour la recherche, la formation et les relations publiques), la protection du patrimoine est une tâche commune de la Confédération et des cantons. La Confédération soutient les cantons en mettant à leur disposition des compétences techniques et en leur proposant sa collaboration. Elle définit des normes nationales et désigne les objets d'importance nationale. Elle verse en outre aux cantons des aides financières à titre subsidiaire pour les mesures de conservation du patrimoine culturel et met à leur disposition des experts indépendants.

L'approche fédéraliste, avec des services spécialisés dans les différents cantons, a donné lieu à une grande diversité de formes de mise en œuvre au niveau cantonal : les bases légales et les concepts de protection varient fortement, de même que la délégation de compétences aux communes. Ces différences considérables rendent compliquées les comparaisons entre les 26 cantons et l'élaboration d'une vue globale.

1.2 Mandat

En vue d'élaborer une vision commune de la Confédération et des cantons dans les domaines de l'archéologie, de la conservation des monuments historiques et de la protection des sites construits, l'Office fédéral de la culture (OFC), en accord avec la Conférence suisse des archéologues cantonales et des archéologues cantonaux (CSAC) et la Conférence suisse des conservatrices et conservateurs des monuments (CSCM), souhaitait réaliser un état des lieux de la situation actuelle pour mettre en évidence les différences cantonales. Le but était de présenter, canton par canton, les instruments disponibles dans les domaines de l'archéologie, de la conservation des monuments historiques et de la protection des sites construits, et de montrer comment ils ont évolué le cas échéant. L'enquête devait aboutir à un rapport fournissant des indications sur la situation générale, les particularités et les différences cantonales.

En octobre 2021, l'OFC a chargé le bureau BauSatz GmbH, à Zurich, de collecter les informations auprès des cantons, de les analyser et de rédiger un rapport.

Le mandataire a engagé les personnes suivantes pour réaliser ces travaux :

Philipp Maurer, ingénieur EPF, urbaniste EPF/SIA, Zurich

Monique Keller, architecte EPF, journaliste RP, Zurich/Lausanne

Patrick Bonzanigo, juriste, urbaniste EPF, Zurich

1.3 Méthode

Les auteurs de l'enquête ont effectué une recherche de fond et adressé un formulaire (élaboré par la CSCM, la CSAC et l'OFC) aux services cantonaux et, le cas échéant, communaux. Ils ont ainsi pu dresser un état des lieux des bases juridiques et techniques en vigueur, des concepts de protection et des structures administratives. La plupart des cantons disposent de deux services différents pour les trois thématiques, mais certains en ont trois ou un seul. Les auteurs de l'enquête ont préparé et précompilé les formulaires (tableaux Excel) sur la base des informations disponibles publiquement. Début 2022, ils ont invité les cantons à vérifier et compléter ces informations. Outre les cantons, ils ont également interrogé dès cette phase initiale les services spécialisés des grandes villes suisses.

1.4 Implication limitée des communes

Les tâches cantonales et communales en matière d'archéologie, de conservation des monuments historiques et de protection des sites construits ne sont pas réparties de la même manière dans les différents cantons. La présente enquête ne s'est penchée que de manière limitée sur le niveau communal en prenant en compte uniquement les villes qui ont leur propre service de conservation du patrimoine. Avec neuf villes étudiées dans sept cantons, l'étude ne fournit que des conclusions limitées sur la situation à l'échelon communal.

2. Fiches signalétiques des cantons

Les principales données des différents cantons sont résumées dans les fiches signalétiques ci-dessous (cantons classés par ordre alphabétique).

AG	Argovie
AI	Appenzell Rhodes-Intérieures
AR	Appenzell Rhodes-Extérieures
BE	Berne
BL	Bâle-Campagne
BS	Bâle-Ville
FR	Fribourg
GE	Genève
GL	Glaris
GR	Grisons
JU	Jura
LU	Lucerne
NE	Neuchâtel
NW	Nidwald
OW	Obwald
SG	Saint-Gall
SH	Schaffhouse
SO	Soleure
SZ	Schwytz
TG	Thurgovie
TI	Tessin
UR	Uri
VD	Vaud
VS	Valais
ZG	Zoug
ZH	Zurich

Steckbrief Kanton Aargau

Gesetzliche Grundlagen

Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen (Baugesetz, BauG); Kulturgesetz (KG); Swisslos-Fonds-Verordnung (SLFV), Mehrwertabgabeverordnung (MWAV), Dekret über die Beiträge an die Raumplanung

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Dpt Bildung, Kultur und Sport / Abt Kultur / <u>Kantonsarchäologie</u> Schutz, Erhalt, Dokumentation, Inventarisierung, Archivierung und Vermittlung des archäologischen Erbes im Kanton, Betreuung der archäologischen Sammlung; Führung eines Fundstelleninventars; beigezogen bei Prüfung von Baugesuchen und Planungen bei aktenkundigen Fundstellen; Prospektion und Diagnostik, Ausgrabungen
Denkmalpflege	Dpt Bildung, Kultur und Sport / Abt Kultur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Führung der Inventare über Schutzobjekte von kantonaler Bedeutung; Bauberatung bei baulichen Massnahmen an Objekten von kantonaler Bedeutung, Vorbereitung von Unterschutzstellungen und Behandlung von Subventionsgesuchen, Forschung und Dokumentation, Vermittlung, Kulturgüterschutz; beigezogen bei Prüfung von Baugesuchen und Planungen bei Objekten von kantonaler Bedeutung. Erstellung des Bauinventares für die Gemeinden (Objekte von kommunaler Bedeutung), Kunstdenkmälerinventarisierung in Zusammenarbeit mit GSK
Ortsbildschutz	Dpt Bau, Verkehr und Umwelt / Abt Raumentwicklung / Sektionen Orts-, Siedlungs- und Regionalplanung Ost und West / <u>Fachstelle Siedlungsentwicklung und Ortsbild</u> beigezogen zur Prüfung von kantonalen Projekten sowie von Baugesuchen mit kantonalen Belangen und kommunalen (Sonder-)Nutzungsplanungen

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Kommission für Denkmalpflege und Archäologie</u> , 9 Mitglieder (Sachverständige), Beratung des Regierungsrates in wichtigen Fragen der Erhaltung und Pflege der Kulturgüter.
Denkmalpflege	<u>Kommission für Denkmalpflege und Archäologie</u> (siehe oben)
Ortsbildschutz	<u>Kommission für Landschafts- und Ortsbildschutz</u> , 11 Mitglieder, zur Zeit nicht besetzt (Sachverständige und Vertretung Organisationen Natur-, Landschafts- und Ortsbildschutz), beratend

Kantonaler Richtplan

Kanton	Die Ortsbilder von nationaler und regionaler Bedeutung werden in ihrer Einstufung nach ISOS anerkannt und berücksichtigt.
Gemeinden	Die Gemeinden sorgen mit planerischen Instrumenten für die angemessene Umsetzung der Ziele des ISOS. Die seit der Erstellung des ISOS erfolgten Entwicklungen sind bei der Interessenabwägung zu berücksichtigen.

Inventare

Archäologie	Kanton führt Inventar der archäologischen Hinterlassenschaften. Inventar hat Hinweischarakter. Meldepflichten bei Funden.
Denkmalpflege	Kanton führt Inventar der kantonalen Denkmalschutzobjekte, Spezialinventare (Bauernhäuser, Hochstud- und Tätschdachbauten, Sakralbauten 20. Jh., Orgeln, Stuckaturen 17./18. Jh.) und erstellt Kurzinventare der Baudenkmäler von kommunaler Bedeutung. Inventare haben Hinweischarakter.
Ortsbildschutz	ISOS regional im AGIS-Browser

Unterschutzstellungen

Kanton	Sowohl bei Archäologie als auch bei Denkmalpflege Festlegung von sachlichem und örtlichem Schutzzumfang, Schutzvorkehrungen und allfälligen Nutzungsbeschränkungen für Objekte von kantonaler Bedeutung durch Entscheid oder Vertrag der Abteilung Kultur.
Gemeinden	Schutz von Objekten von kommunaler Bedeutung über Nutzungsplanung oder Verfügungsweg mit Verfahrensbestimmungen dazu in der BNO. Zudem weitere Festlegung von Ortsbildschutz oder Ensembleschutz-zonen.

Beiträge

Kanton	<p>Beiträge 50% bei Restaurierung von archäologischen Hinterlassenschaften, die am Fundort belassen werden / bis 100% bei Neuausgrabungen. Beteiligung von Gemeinden und Kirchgemeinden 0-50% bei von ihnen ausgelösten Erdarbeiten bei aktenkundigen archäologischen Fundstellen. Unterschiedliche Beteiligung von Bauherrschaften: 10-50% bei von ihnen verursachten Rettungsgrabungen für nicht realisierte Bauvorhaben. 30-50% für archäologische Prospektionen im Rahmen von Umweltverträglichkeitsprüfungen oder archäologische Untersuchungen ausserhalb der Bauzone.</p> <p>Beiträge an Erhaltung und Pflege von kantonally geschützten Baudenkmalern, ev. auch für deren Erforschung, Dokumentation und sowie für Erwerb sowie Planungen. Beteiligung unterschiedlich, Bei Planungen, Erforschung und Dokumentation und Erwerb von Baudenkmalern bis 40%, wobei die finanziellen Möglichkeiten des Eigentümers berücksichtigt werden.</p> <p>Für die Erhaltung, Aufwertung und Weiterentwicklung von Ortsbildern sowie zur Sanierung von bedeutenden Einzelobjekten: Übernahme von 33% der Planungskosten (max. 50'000 CHF bei kommunalen Konzeptplanungen, max. 30'000 CHF bei Einzelobjekten).</p> <p>Beiträge aus der Spezialfinanzierung Mehrwertausgleich für Massnahmen zur Erhöhung der Siedlungsqualität wie namentlich Erhaltung und Entwicklung der Baukultur (siehe § 6 MWAV). Gemäss § 5 MWAV werden Beiträge von Fr. 5'000.– bis Fr. 1'000'000.– zugesprochen; der Beitragssatz beträgt bis 50 % der anrechenbaren Kosten. Bei Vorhaben von kantonaler Bedeutung kann der Beitragssatz höher sein. Ein Anspruch auf Beitragsleistung besteht nicht.</p>
--------	---

Steckbrief Kanton Appenzell Innerrhoden

Gesetzliche Grundlagen

Baugesetz (BauG), Verordnung über den Natur- und Heimatschutz (VNH), Standeskommissionsbeschluss über die Denkmalpflegekommission

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Erziehungsdepartement / Kultoramtsamt / <u>Fachstelle Archäologie</u> Vollzug im Bereich Archäologie, soweit nicht andere Stellen zuständig sind (Fachkommission Denkmalpflege). Fachberatung der Bezirke im Hinblick auf Erlass von Archäologiezonen, Betreuung von archäologischen Sammlungen, Prüfung von Baugesuchen in Bezug auf archäologische Fragen; auf Anordnung der Standeskommission Durchführung von Prospektion, Diagnostik und Ausgrabungen unter Beizug Dritter.
Denkmalpflege	Erziehungsdepartement / Kultoramtsamt / <u>Fachstelle Denkmalpflege</u> Vollzug im Bereich Natur und Heimatschutz, soweit nicht die Fachkommission Denkmalpflege zuständig ist. Unterstützung der Denkmalpflegekommission im administrativen Bereich.
Ortsbildschutz	Departement Bau und Umwelt / <u>Fachkommission Heimatschutz</u> Beratung von Bauwilligen, Stellungnahmen zu Fragen des Ortsbildschutzes und zu Planungen

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Fachkommission Denkmalpflege</u> (siehe unten)
Denkmalpflege	<u>Fachkommission Denkmalpflege</u> , 4 Mitglieder (Sachverständige), berät Behörden bei der Bezeichnung und Festsetzung schützenswerter Bauten und Ensembles sowie bei der Ausarbeitung entsprechender Schutzziele und hat ein Augenmerk auf archäologische Belange. Fachliche Überprüfung von Schutzregister und Massnahmen zuhanden der Standeskommission. Stellungnahme bei Baugesuchen an und in der Nähe von Kulturobjekten im Schutzregister / bei Planungsvorhaben. Beratung, Beurteilung und Begleitung von Baumassnahmen an geschützten und schützenswerten Bauten und in Ortsbildern. Fachkommission ist berechtigt, Entscheide der Baubewilligungsbehörden und der Standeskommission gerichtlich anzufechten Berechnung von Beiträgen und Antrag zuhanden von Standeskommission.
Ortsbildschutz	<u>Fachkommission Heimatschutz</u> , 6 Mitglieder (Sachverständige), Beratung bei Bauvorhaben ausserhalb der Bauzonen und in heiklen Siedlungsgebieten, Beratung von Bauherren bei Fragen zur Einpassung der Baute ins Orts-, Landschafts- und Strassenbild, Fachkommission ist berechtigt, Entscheide der Baubewilligungsbehörden und der Standeskommission gerichtlich anzufechten.

Kantonaler Richtplan

Kanton	Der Kanton wird bei veränderten Verhältnissen die ISOS-Inventarangaben anpassen und den Bezirken die Anpassungen mitteilen.
--------	---

Inventare

Archäologie	--
Denkmalpflege	Fachkommission Denkmalpflege hat ein kantonales „Vermutungs-Inventar“ erstellt - dieses ist nicht rechtsverbindlich, dient aber als Grundlage für die Überarbeitung der Gemeindeinventare.
Ortsbildschutz	--

Unterschutzstellungen

Kanton	Genehmigung der Schutzpläne der Bezirke (Gemeinden)
Gemeinden	Kulturobjekt-Schutzpläne, Archäologiezonen, Kernzonen, Ortsbildschutzzonen, Aufnahme in den Zonenplan Schutz

Beiträge

Kanton	Gemeinsam mit den Bezirken Beiträge an die Kosten der Erhaltung und Pflege von schützenswerten Ortsbildern, Bau- und Kulturdenkmälern; Umfang bei nationaler Bedeutung 40% / regional 35% / lokal 30% auf den anrechenbaren Kosten.
--------	---

Steckbrief Kanton Appenzell Ausserrhoden

Gesetzliche Grundlagen

Gesetz über die Raumplanung und das Baurecht (Baugesetz), Verordnung über Beiträge an Denkmalpflege-, Natur- und Heimatschutzmassnahmen (Beitragsverordnung), Verordnung über die anrechenbaren Kosten bei Denkmalpflege- und Heimatschutzbeiträgen

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Kantonskanzlei / Staatsarchiv / <u>Meldestelle Archäologie</u> Erstellung von archäologischem Inventar; Betreuung archäologischer Sammlung; Anordnung von Prospektion, Diagnostik und Ausgrabungen (Durchführung durch Dritte)
Denkmalpflege	Departement Bildung und Kultur / Amt für Kultur / <u>Denkmalpflege</u> Beratung von kommunalen und kantonalen Baubewilligungs- und Planungsbehörden, insbesondere im Zusammenhang mit Kulturobjekten und Bauvorhaben,; Entscheide über die Ausrichtung von Beiträgen des Kantons
Ortsbildschutz	Departement Bildung und Kultur / Amt für Kultur / <u>Denkmalpflege</u> (siehe oben)

Fachkommissionen

Archäologie	--
Denkmalpflege	<u>Kommission für Denkmalpflege</u> , mindestens 7 Mitglieder (Sachverständige und Interessenvertreter), die Kommission genehmigt Beitragsgesuchen über CHF 10'000.-, nimmt Stellung zu Schutzentlassungen und zu Unterschutzstellungen und unterstützt die Denkmalpflege in strategischen Fragen.
Ortsbildschutz	--

Kantonaler Richtplan

Kanton	An der Erhaltung der traditionellen Streusiedlungen, dem appenzellischen Haustyp, der schützenswerten Ortsbilder und Kulturobjekte besteht ein kantonales Interesse
Gemeinden	Die kommunale Ortsbildschutzzone löst die bisherigen, im kantonalen Richtplan von 1987 festgelegten Ortsbilder von regionaler und lokaler Bedeutung ab.

Inventare

Archäologie	Inventar erstellt, aber noch nicht rechtskräftig (2022)
Denkmalpflege	Schutzinventar der rechtlich unter Schutz gestellten Bauten, festgelegt im Schutzzonenplan des Kantons und der jeweiligen Gemeinde. Einzelne Gemeinden führen Hinweisinventare als behördenverbindliche Verzeichnisse von Bauten mit Schutzvermutung.
Ortsbildschutz	--

Unterschutzstellungen

Kanton	Kantonaler Schutzzonenplan (Ortsbilder von nationaler Bedeutung sowie Kulturobjekte und Bauensembles von regionaler und nationaler Bedeutung), Schutzverordnungen, Einzelverfügungen und Vereinbarungen
Gemeinden	Schutzzonenpläne der Gemeinden (Ortsbilder und Kulturobjekte von kommunaler, regionaler und nationaler Bedeutung)

Beiträge

Kanton	Die öffentliche Hand muss (an Kulturobjekte) oder kann (in Ortsbildschutzzonen) Beiträge zur finanziellen Unterstützung an baulichen Massnahmen leisten. Beiträge im Umfang bis 54% der denkmalpflegerelevanten Baukosten bei Kulturobjekten resp. bis 30% der denkmalpflegerelevanten Baukosten bei Bauten in der Ortsbildschutzzone
--------	---

Steckbrief Kanton Bern

Gesetzliche Grundlagen

Denkmalpflegegesetz und -verordnung (DPG, DPV); Baugesetz und -verordnung (BauG, BauV); Dekret über das Bewilligungsverfahren (Baubewilligungsdekret, BewD); Verordnung über die Kommission zur Pflege der Orts- und Landschaftsbilder (OLKV)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Bildungs- und Kulturdirektion / Amt für Kultur / <u>Archäologischer Dienst</u> Kernkompetenzen: Schutz, Dokumentation und Vermittlung des archäologischen Erbes im Kanton; Erfassung von Inventar und Verzeichnis; beigezogen bei Prüfung von Baugesuchen für und Planungen; Prospektion und Diagnostik, Ausgrabungen.
Denkmalpflege	Bildungs- und Kulturdirektion / Amt für Kultur / <u>Denkmalpflege des Kantons Bern</u> Kernkompetenzen: Forschung und Bauinventar, Baudokumentation und Archiv, Bauberatung und Ortsbildpflege; beigezogen bei Prüfung von Baugesuchen und Planungen
Ortsbildschutz	Bildungs- und Kulturdirektion / Amt für Kultur / <u>Denkmalpflege des Kantons Bern</u> Kernkompetenzen: Forschung und Bauinventar, Baudokumentation und Archiv, Bauberatung und Ortsbildpflege; beigezogen bei Prüfung von Baugesuchen für und Planungen

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Fachkommission für Archäologie</u> , 7 – 9 Mitglieder (Sachverständige), beratend, fachliche Aufsicht über den Archäologischen Dienst, Stellungnahme zu umstrittenen Fällen und zu direktionsübergreifenden Fragen der Archäologie.
Denkmalpflege	<u>Fachkommission für Denkmalpflege</u> , 7 – 9 Mitglieder (Sachverständige), Beratung der Bildungs- und Kulturdirektion, Berichte zu behördlichen Unterschutzstellungen bei Nichtzustandekommen eines Unterschutzstellungsvertrages, Stellungnahmen und Vermittlung in umstrittenen Fällen <u>Kunstdenkmälerkommission</u> (Sachverständige), Schnittstelle zwischen dem Kanton Bern und der Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte im Rahmen des nationalen Grossprojektes «Die Kunstdenkmäler der Schweiz»
Ortsbildschutz	<u>Kommission zur Pflege der Orts- und Landschaftsbilder</u> , 20-30 Mitglieder (Sachverständige, 4 regionale Gruppen), beratend, Stellungnahmen in Planungs-, Bewilligungs-, Konzessionsverfahren und Beratung von kantonalen Organen zu Fragen der Orts- und Landschaftsbilder. Fakultative Beratung von Bauherrschaften und Projektierende ausserhalb des Baubewilligungsverfahrens.

Kantonaler Richtplan

Kanton	Die Planungsbehörden aller Stufen berücksichtigen die kulturellen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Werte der Ortsbilder bei ihren raumwirksamen Tätigkeiten. Der Kanton berücksichtigt bei seinen Planungs- und Bauvorhaben das Thema Ortsbild und erarbeitet dazu frühzeitig die nötigen Grundlagen. Er unterstützt die Gemeinden in der Bearbeitung des Themas mittels Arbeitshilfen und durch das Beratungsangebot seiner Fachstellen. Massnahmenblätter zu den UNESCO-Welterbestätten Berner Altstadt und Pfahlbauten.
Gemeinden	Die Gemeinden berücksichtigen im Rahmen ihrer Siedlungsentwicklung (insb. bei der Geltendmachung des 15-jährigen Baulandbedarfs Wohnen) die Auswirkungen von Planungen und Bauvorhaben auf das Ortsbild

Inventare

Archäologie	Archäologisches Inventar (nachgewiesene / vermutete archäologische Stätten, Fundstellen und Ruinen) sowie Verzeichnis über bewegliche archäologische Funde.
Denkmalpflege	Kantonales Bauinventar der schützens- und erhaltenswerten Baudenkmäler (Objekte und Ensembles: sowohl Bauten als auch Ortsbilder, Baugruppen, Gärten und Anlagen); Stadt Bern: Denkmalpflege der Stadt Bern aufgrund Kompetenzdelegation.
Ortsbildschutz	Kantonales Bauinventar der schützens- und erhaltenswerten Baudenkmäler

Unterschutzstellungen

Kantonale Ebene	<p>Erlass des archäologischen Inventars (behördenverbindlich). Landschaftsschutzbestimmungen für archäologische Stätten (Einordnung und Gestaltung). Schutz einzelner Objekte als unbewegliche Denkmäler.</p> <p>Eintrag in Bauinventar als Voraussetzung, dass schützenswerte Baudenkmäler grundsätzlich nicht abgebrochen werden dürfen und auch in ihrem Inneren zu erhalten sind. Erhaltenswerte Baudenkmäler: Bewahrung des äusseren Bestandes und der wesentlichen Raumstrukturen; Abbruch bei unverhältnismässiger Erhaltung zulässig.</p> <p>Bezeichnung von Objekten, die als Inventar des Kantons gelten (K-Objekte). Für K-Objekte Beizug der kantonalen Fachstelle zwingend.</p> <p>Unterschutzstellung von Baudenkmalern und archäologische Stätten mit Bestimmung von örtlichem und sachlichem Schutzzumfang und im Zusammenhang mit Finanzhilfen primär durch Schutzvertrag (Amt für Kultur), subsidiär Schutzverfügung (Regierungsrat). Geschützte Denkmäler werden in einem Verzeichnis erfasst.</p>
Gemeinden	<p>Inhalte des Bauinventars und des archäologischen Inventars fliessen als Planungsgrundlagen in die Bau- und Zonenplanung der Gemeinden ein. Bei erhaltenswerten Objekten, die nicht K-Objekte sind, entscheiden die Gemeinden über Bauvorhaben ohne Beizug der kantonalen Fachstelle.</p>

Beiträge

Kanton	<p>Finanzhilfen können für die Erhaltung und Restaurierung, Erfassung und wissenschaftliche Bearbeitung von Baudenkmalern und zur Ortsbildgestaltung (nicht für Planungen) ausgerichtet werden. Für bloss wertvermehrende Arbeiten werden keine Finanzhilfen ausgerichtet. I.d.R. Unterschutzstellung des Denkmals vorausgesetzt (ab CHF 5'000 zwingend).</p> <p>Finanzhilfen des Kantons nach der Bedeutung des Objekts und des Ortsbildes. Beteiligung des Kantons nach einer vom Regierungsrat festgelegten Tabelle. Koordination mit Beiträgen des Bundes und der Gemeinden.</p>
--------	--

Steckbrief Kanton Basel Landschaft

Gesetzliche Grundlagen

Gesetz über den Schutz und die Erforschung von archäologischen Stätten und Objekten (Archäologiegesezt, ArchG), Gesetz über den Denkmal- und Heimatschutz (DHG), Raumplanungs- und Baugesetz (RBG), Kulturförderungsgesetz (KFG), Raumplanungs- und Bauverordnung (RBV), Verordnung über den Swisslos-Fonds

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Bildungs-, Kultur- und Sportdirektion / Amt für Kultur / <u>Archäologie Baselland</u> Erfassung Fundstelleninventar, archäologischer Schutzzonen, Inventar der geschützten archäologischen Stätten und Zonen; Betreuung archäologischer Sammlungen (mit Museum Baselland und Römerstadt Augusta Raurica); Prüfung von Baugesuchen und Planungen; Durchführung von Prospektion, Diagnostik, Ausgrabungen und Bauforschung.
Denkmalpflege	Bau- und Umweltschutzdirektion / Amt für Raumplanung / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Bearbeitung des Bauinventars des Kanton Basel-Landschaft, Bauberatung und Baubegleitung, Prüfung von Planungsvorhaben und Baugesuchen in Bezug auf Denkmalschutz
Ortsbildschutz	Bau- und Umweltschutzdirektion / Amt für Raumplanung / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Beratung, Prüfung von Planungsvorhaben und Baugesuchen in Bezug auf Ortsbildschutz

Fachkommissionen

Archäologie	--
Denkmalpflege	<u>Kantonale Denkmal- und Heimatschutzkommission</u> , 7 Mitglieder, beratendes Fachorgan des Kantons und der Einwohnergemeinden, Anträge zuhanden des Regierungsrates bezüglich Unterschutzstellung, Ausrichtung von Beiträgen für kantonale Schutzobjekte; Kommission ist einsprache- und beschwerdeberechtigt <u>Arealbaukommission</u> , 7 Mitglieder, beratendes Fachorgan des Kantons und der Einwohnergemeinden Arealentwicklungen (auch in Kernzonen)
Ortsbildschutz	<u>Kantonale Denkmal- und Heimatschutzkommission</u> und <u>Arealbaukommission</u> (s. oben)

Kantonaler Richtplan

Kanton	Die Nutzung der bestehenden Innenentwicklungspotenziale in Ortskernen insbesondere ländlicher Gemeinden ist von kantonalem Interesse.
Gemeinden	Die Gemeinden berücksichtigen im Zuge ihrer Ortsplanung für ihre raumplanerischen Interessensabwägungen die bestehenden nationalen und kantonalen Inventare. Festlegen von Schutz- und Schonzonen zur Erhaltung der schutzwürdigen Ortsbilder, Freiräume und Ensembles. Festlegen der schützens- und erhaltenswerten Einzelobjekte.

Inventare

Archäologie	Fundstelleninventar, Inventar der geschützten archäologischen Stätten und Zonen
Denkmalpflege	Kantonales Inventar der geschützten Kulturdenkmäler, Feldscheuneninventar, Orgelinventar, Kirchenglasinventar
Ortsbildschutz	

Unterschutzstellungen

Kanton	Archäologische Schutzzonen. Aufnahme von Bauten in das Inventar der kantonal geschützten Kulturdenkmäler.
Gemeinden	Bezeichnung der kommunal geschützten Objekte in den Zonenplänen. Kommunale Schutz- und Schonzonen zur Erhaltung der schutzwürdigen Ortsbilder.

Beiträge

Kanton	Individuelle Beiträge an Objekte unter kantonalem Schutz, Zuständigkeit Kantonale Denkmal- und Heimatschutzkommission oder Regierungsrat
--------	--

Steckbrief Kanton Basel Stadt

Gesetzliche Grundlagen

Bau- und Planungsgesetz, Gesetz über den Denkmalschutz, Verordnung betreffend die Denkmalpflege und Verordnung betreffend die kantonale Archäologie (Totalrevision in Arbeit)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Präsidialdepartement / Abteilung Kultur / <u>Archäologische Bodenforschung</u> Die Dienststelle ist verantwortlich für die Sicherung, Erforschung, Bewahrung und Vermittlung des archäologischen Erbes des Kantons Basel-Stadt. Sie erschliesst laufend neue Quellen der Basler Stadtgeschichte für die breite Öffentlichkeit und die Wissenschaft.
Denkmalpflege	Bau- und Verkehrsdepartement / Dienststelle Städtebau + Architektur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Erhaltung, Beratung, Erforschung und Dokumentation von Baudenkmalern. Vermittlung von Wissen und Sensibilisierung.
Ortsbildschutz	Bau- und Verkehrsdepartement / Dienststelle Städtebau + Architektur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u>

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Kommission für Bodenfunde</u> , 7 Mitglieder (Sachverständige), berät die Archäologische Bodenforschung und beantragt beim Regierungsrat die Unterschutzstellung von archäologischen und naturgeschichtlichen Denkmälern.
Denkmalpflege	<u>Denkmalrat</u> , 7 Mitglieder (Sachverständige), berät die Kantonale Denkmalpflege und den Regierungsrat in wichtigen Fragen der Denkmalpflege, stellt die Anträge für Unterschutzstellungen von bedrohten Baudenkmalern. <u>Kommission für Denkmalsubventionen</u> , 9 Mitglieder (politische Zusammensetzung), entscheidet auf Antrag der Kantonalen Denkmalpflege über Subventionsbeiträge.
Ortsbildschutz	<u>Stadtbildkommission</u> , 7 Mitglieder (Sachverständige), beurteilt Bauvorhaben.

Kantonaler Richtplan

Kanton	S2.4 Ortszentren
Gemeinden	

Inventare

Archäologie	Archäologischer Plan (fortlaufend nachgeführt) mit Orientierungscharakter. Daneben Grundprinzip des Erhalts, der Sicherung und Schonung archäologischer und naturgeschichtlicher Denkmäler durch Private und Behörden.
Denkmalpflege	Inventar der schützenswerten Bauten, Inventar der schützenswerten Gartenanlagen
Ortsbildschutz	–

Unterschutzstellungen

Kanton	Eintrag ins Denkmalverzeichnis mittels Vertrag, Verfügung oder Bebauungsplan. Beschluss durch den Regierungsrat.
Gemeinden	Erlass von Stadt- und Dorfbild-Schonzone

Beiträge

Kanton	Kommission für Denkmalsubventionen. Gemeinde muss 50% übernehmen. Beiträge auch an erhaltenswürdige Objekte in der Stadt- und Dorfbildschutzzone
--------	--

Steckbrief Kanton Freiburg

Gesetzliche Grundlagen

Gesetz über den Schutz der Kulturgüter (KGSG); Ausführungsreglement zum Gesetz über den Schutz der Kulturgüter (ARKGSG); Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG); Ausführungsreglement zum Raumplanungs- und Baugesetz (RPBR); Subventionsgesetz (SubG)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten / <u>Amt für Archäologie</u> Prospektion, Diagnostik und archäologischen Ausgrabungen; Beratung von Gemeinden bei Ortsplanungen, Inventarisierung im Bereich Archäologie; Stellungnahmen in Planungs- und Baubewilligungsverfahren.
Denkmalpflege	Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten / <u>Amt für Kulturgüter</u> Beratung von Gemeinden bei Ortsplanungen, Inventarisierung; Stellungnahmen bezüglich Kulturgüterschutz in Planungs- und Baubewilligungsverfahren; Finanzhilfen.
Ortsbildschutz	Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten / <u>Amt für Kulturgüter</u> Beratung von Gemeinden bei Ortsplanungen, Stellungnahmen zu Ortsbildfragen in Planungs- und Baubewilligungsverfahren; Finanzhilfen.

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Kulturgüterkommission</u> (siehe unten)
Denkmalpflege	<u>Kulturgüterkommission</u> (siehe oben) 11 – 15 Mitglieder (Sachverständige und Interessenvertreter), beratend / mit Entscheidungsbefugnis, beschliesst Verzeichnis Kulturgüter, nimmt Stellung in Planungs- und Baubewilligungsverfahren für Inventarobjekte / ästhetisch relevante Vorhaben, schlägt Schutz- und Förderungs-massnahmen vor.
Ortsbildschutz	<u>Kulturgüterkommission</u> (siehe oben)

Kantonaler Richtplan

Kanton	Ortsbilder von regionaler Bedeutung werden als Ortsbilder von kantonaler Bedeutung betrachtet. Ortsbilder von nationaler, regionaler und lokaler Bedeutung müssen bei jeder Gesamtrevision der Ortsplanung vom KGA überprüft werden. Der Richtplan enthält detaillierte Anweisungen zum Umgang mit den ISOS-Aufnahmen. Weiter bestehen Themenblätter zu archäologischen Stätten und geschützten Gebäuden.
Gemeinden	Die Unterschutzstellung der Ortsbilder erfolgt durch die Ortsplanung, auf der Grundlage der bestehenden Verzeichnisse, bzw. und nach Bedarf auf der Grundlage einer Gesamt-/Teilrevision dieser Verzeichnisse.

Inventare

Archäologie	Verzeichnis der archäologischen Ruinen und Stätten als archäologische Karte
Denkmalpflege	Verzeichnis der unbeweglichen Kulturgüter (mit Einstufung des Wertes nach Qualität und erhaltener Substanz) und Inventar der geschützten unbeweglichen Kulturgüter
Ortsbildschutz	ISOS-Inventar als Verzeichnis von Ortsbildern, die eine Unterschutzstellung verdienen.

Unterschutzstellungen

Kanton	Unterschutzstellung von Kulturgütern und Ortsbildern im Rahmen von kantonalen Nutzungsplanungen und Nutzungsplanungen der Gemeinden. Kantonales Inventar gibt geschützte Kulturgüter wieder.
Gemeinden	Unterschutzstellung von Kulturgütern und Ortsbildern im Rahmen von lommunalen Nutzungsplanungen.

Beiträge

Kanton	Kantonale Beiträge an Erhaltung und Restaurierung von geschützten Kulturgütern und Ortsbildern. Beitragssatz abhängig von Qualität des geschützten Kulturgutes/Ortsbildes: 20-25% (hohe Qualität / nationale Bedeutung), 15% (hohe / durchschnittliche Qualität mit regionaler Bedeutung), 9% (hohe / durchschnittliche Qualität mit lokaler Bedeutung).
--------	--

Fiche signalétique du Canton de Genève

Bases légales

Loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites, Loi sur les constructions et les installations diverses, Loi d'application de la loi fédérale d'aménagement du territoire, diverses lois de protection des rives du lac et cours d'eau.

Rattachement administratif et service compétent

Archéologie	Dépt. du territoire (DT) / Office du patrimoine et des sites (OPS) / <u>Service d'archéologie</u> Rechercher, étudier, sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine archéologique situé sur le territoire genevois et tenue d'une carte archéologique du canton.
Protection des monuments	Dépt. du territoire (DT) / Office du patrimoine et des sites (OPS) / <u>Service des monuments et des sites</u> Mise sous protection à travers l'application des dispositions légales en faveur de sa conservation ainsi que par le conseil professionnel et le suivi technique des projets de restauration et de réhabilitation des objets ou sites dignes d'être conservés. Opérations de recensement des objets et des sites dignes d'intérêt par des spécialistes de l'étude du patrimoine architectural.
Protection des sites	Dépt. du territoire (DT) / Office du patrimoine et des sites (OPS) / <u>Service des monuments et des sites</u> , voir ci-dessus

Commission compétente

Archéologie	<u>Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS)</u> , voir ci-dessus
Protection des monuments	<u>Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS)</u> , 28 membres (experts, grand conseil, communes), conseille le Conseil d'Etat en matière de préservation du patrimoine. Son action vise la sauvegarde d'objets et de sites dans leurs valeurs culturelles, en tant qu'œuvres construites, et naturelles. <u>Commission scientifique cantonale de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire (CSC)</u> , 7 membres (experts), validation du programme éditorial du canton, validation du sommaire des ouvrages, conseils scientifiques, relecture et approbation des manuscrits des ouvrages. <u>Commission scientifique de suivi du recensement architectural du canton (CSS)</u> , 9 membres (experts), validation des résultats du recensement architectural du canton
Protection des sites	<u>Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS)</u> , voir ci-dessus

Plan directeur

Canton	Le canton veille à la conservation des monuments et des sites, à la préservation de l'aspect caractéristique des paysages, à la mise en valeur du patrimoine et à sa prise en compte dans les projets d'aménagement. (Volet stratégique, principe no. 8, Encourager la qualité urbaine et préserver le patrimoine).
Communes	Différentes indications concernant le rôle des communes dans les fiches de mesures et les fiches de projet du schéma directeur cantonal.

Inventaire

Archéologie	Carte archéologique du Canton. Régulièrement mise à jour, permet la surveillance des vestiges conservés.
Protection des monuments	Inventaire des monuments d'art et d'histoire (voir sitg.ch). En matière de patrimoine bâti, le département mène depuis septembre 2015 un recensement architectural complet sur tous les bâtiments construits avant 1985. Les implications du recensement architectural du canton sont définies par une directive de la direction générale de l'office en date du 1er juillet 2020 et publiée sur le site internet de l'Etat de Genève.
Protection des sites	Inventaire des monuments d'art et d'histoire, voir ci-dessus

Mise sous protection

Canton	Le service des monuments et des sites (SMS) établit un dossier de proposition de classement ou d'inscription à l'inventaire, au vu des informations recueillies lors du recensement cantonal ou suite à une demande formulée par : -la commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) ; -la commune concernée ; -des associations de protection du patrimoine reconnues au sens de l'article 63 de la LPMNS ; -le propriétaire.
Communes	Les objets d'importance communale sont mis sous protection par les communes dans le cadre du plan d'affectation. Le plan d'affectation définit en outre des zones de protection des sites et une protection des ensembles.

Subventions

Canton	Pour l'obtention d'une contribution, le bâtiment concerné doit être au bénéfice d'une mesure de protection ; la subvention ne peut être accordée qu'aux travaux subventionnables ayant obtenu une autorisation de construire ou un préavis favorable du service des monuments et des sites (SMS) ou de la commission des monuments et des sites (CMNS). Suivant la nature des travaux, le canton prend en charge 5% à 20% des frais et avec des exceptions pouvant aller jusqu'à 50% pour les décors peints.
--------	--

Divers

Depuis janvier 2022, la Plateforme patrimoine et territoire met en place une collaboration stratégique et opérationnelle entre l'office du patrimoine et des sites (OPS) et l'office de l'urbanisme (OU) pour permettre la prise en compte des enjeux du patrimoine, des sites, du paysage et de l'archéologie dans l'aménagement du territoire, le plus en amont dans les processus et à toutes les échelles de la planification (cantonale et régionale, communale, des quartiers et locale).

Par ailleurs, initiée par l'Etat de Genève et créée en 2021, la Fondation pour le patrimoine bâti genevois a pour mission de promouvoir la conservation, la protection, l'utilisation, la mise en valeur des monuments, des ensembles bâtis et des sites construits, paysagers et archéologiques.

Steckbrief Kanton Glarus

Gesetzliche Grundlagen

Kantonales Gesetz über den Natur- und Heimatschutz, Kantonale Natur- und Heimatschutzverordnung, Verordnung über die Gewährung von Kantons- und Gemeindebeiträgen im Bereich Denkmalpflege und Ortsbildschutz

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Departement Bildung und Kultur / Hauptabteilung Kultur / <u>Fachstelle Archäologie</u> Betreuung von archäologischen Sammlungen; Anordnung von Prospektion und Diagnostik (Durchführung durch Dritte). Ausgrabungen sowie Stellungnahmen in Planungs- und Baubewilligungsverfahren
Denkmalpflege	Departement Bildung und Kultur / Hauptabteilung Kultur / <u>Fachstelle Denkmalpflege und Ortsbildschutz</u> Inventar der schützenswerten Bauten des Kantons Glarus; Prüfung von Planungsvorhaben und Baugesuchen; Ausrichtung von Beiträgen
Ortsbildschutz	Departement Bildung und Kultur / Hauptabteilung Kultur / <u>Fachstelle Denkmalpflege und Ortsbildschutz</u>

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u> (siehe unten)
Denkmalpflege	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u> , 9 Mitglieder, beratendes Organ für Kanton und Gemeinden, Subkommission Ortsbildschutz und Denkmalpflege, Subkommission Natur- und Landschaftsschutz Beratung bei Schutzobjekten oder Bauvorhaben in der Umgebung von Schutzobjekten (Einzelobjekte / Ortsbildschutzgebiete)
Ortsbildschutz	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u> (siehe oben)

Kantonaler Richtplan

Kanton	Im Richtplan werden die schützenswerten Ortsbilder von nationaler und regionaler Bedeutung sowie die Einzelobjekte von nationaler und regionaler Bedeutung festgelegt.
Gemeinden	Die Gemeinden integrieren die räumlichen Abgrenzungen des kantonalen Fundstelleninventars in ihren Zonenplänen und sorgen dafür, dass die erforderliche Koordination bei Bauvorhaben frühzeitig erfolgt. Die Gemeinden berücksichtigen die schützenswerten Ortsbilder und Einzelobjekte von nationaler, regionaler und kommunaler Bedeutung durch geeignete Festlegungen und Vorschriften in ihren Nutzungsplanungen.

Kantonale Inventare

Archäologie	Kantonales Fundstelleninventar
Denkmalpflege	Verzeichnis der schützenswerten Bauten des Kantons Glarus
Ortsbildschutz	–

Unterschutzstellungen

Kanton	Einstufung als Inventarobjekt (gem. Art. 9 kNHV) durch Beschluss des Regierungsrates.
Gemeinden	Archäologische Zonen und Ortsbildschutzzonen in den kommunalen Zonenplänen

Beiträge

Kanton	In der Regel 20% der anrechenbaren Kosten. Der Gemeindebeitragssatz beträgt 40 Prozent des aus kantonalen Mitteln finanzierten Anteils am Gesamtbeitrag. Archäologische Ausgrabungen werden vom Grundeigentümer finanziert (Verursacherprinzip), ggbf. mit Beiträgen von Bund, Kanton und Gemeinden, Kleinstbeiträge für Massnahmen des Ortsbildschutzes (z.B. Ertüchtigung historischer Eingangstüren) bis CHF 5000.- werden über jährliche Budget-Beiträge an den Glarner Heimatschutz von diesem abgewickelt.
--------	--

Steckbrief Kanton Graubünden

Gesetzliche Grundlagen

Kantonales Natur- und Heimatschutzgesetz (KNHG), Raumplanungsgesetz für den Kanton Graubünden (KRG), Kantonale Natur- und Heimatschutzverordnung (KNHV), Raumplanungsverordnung für den Kanton Graubünden (KRV)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement / Amt für Kultur / <u>Archäologischer Dienst Graubünden</u> Erfassung von Fundstellen, Prospektion, Betreuung archäologischer Sammlung; auf Anordnung des Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartements, Durchführung von Prospektion und Diagnostik und von archäologischen Ausgrabungen; Prüfung von Baugesuchen und Planungsvorhaben.
Denkmalpflege	Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement / Amt für Kultur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Erfassung des Kantonalen Bauinventars; Prüfung von Planungsvorhaben und Baugesuchen; Antragstellung an den Regierungsrat betreffend Ausrichtung von Beiträgen.
Ortsbildschutz	Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement / Amt für Kultur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u>

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u> , 7 - 9 Mitglieder (Sachverständige), sie kann von den Departementen oder von Gemeinden zu wichtigen Fragen des Naturschutzes, der Archäologie und der Denkmalpflege angerufen werden, Nimmt Stellung zu Subventionsbeiträgen über CHF 200'000.-.
Denkmalpflege	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u> (siehe oben)
Ortsbildschutz	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u> (siehe oben)

Kantonaler Richtplan

Kanton	Richtplan enthält eine Liste schützenswerter Ortsbilder. Auf eine Unterscheidung in drei Klassen national/regional/lokal nach ISOS Kriterien wird in der kantonalen Liste verzichtet. Die Gemeinden werden bei der planerischen Umsetzung der Schutzziele vom Amt für Raumentwicklung beraten. Dabei wird eng mit der Denkmalpflege zusammengearbeitet.
Gemeinden	Die Gemeinden mit schützenswerten Ortsbildern, Kulturdenkmälern, historischen Wegen, archäologischen und historischen Stätten sichern im Rahmen der Nutzungsplanung den Schutz und die Weiterentwicklung im Sinne der Grundsätze. Sie erarbeiten hierfür Siedlungsinventare, Gestaltungs- bzw. Schutzkonzepte und treffen die erforderlichen Schutzmassnahmen.

Kantonale Inventare

Archäologie	Archäologisches Inventar (2017-2020 über das ganze Kantonsgebiet aktualisiert).
Denkmalpflege	Kantonales Bauinventar (Kantonales Inventars der schutzwürdigen Bauten und Anlagen), Erarbeitung noch nicht abgeschlossen, nur amtsinterne Wirkung.
Ortsbildschutz	Ortsbilder und Gebäudegruppen werden im Kantonalen Bauinventar ebenfalls erfasst.

Unterschutzstellungen

Kanton	Unterschutzstellung von Bauten durch Beschluss des Regierungsrates.
Gemeinden	Unterschutzstellung von bekannten archäologischen Fundstellen durch archäologische Schutzzonen in der Nutzungsplanung. Unterschutzstellung von Bauten und von Ortsbildern sowie Gebäudegruppen durch Schutz-, Erhaltungs- und Ortsbildschutzzonen in der Nutzungsplanung, Bezeichnung von Schutzobjekten in den Generellen Gestaltungsplänen (4 Kategorien: Geschützte, ortsbildprägende, zu erhaltende und bemerkenswerte Bauten).

Beiträge

Kanton	Departement bzw. Regierungsrat (je nach Beitragshöhe) auf Antrag der Denkmalpflege. Wenn über 200'000 Franken dann via NHK. 15% bei öffentlichen Bauten (ohne Kanton), 20% bei privaten Bauten, 35% bei besonders aufwändigen Massnahmen und Ortsbildschutz, max. 300'000 Franken pro Objekt
--------	--

Fiche signalétique du Canton du Jura

Bases légales

Loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques; Ordonnance relative à la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques; Règlement concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques; Décret sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels; Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT); Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire (OCAT); Décret concernant les permis de construire (DPC); Loi sur les subventions (LSubv); Lois sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (LPPAP); Ordonnance sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (OPPAP).

Rattachement administratif et service compétent

Archéologie	Département formation, culture et sports / Office de la culture / <u>Section d'archéologie et paléontologie</u> Établir et tenir à jour inventaire cantonal des sites archéologiques et paléontologiques; consultation dans procédures de planification communales et pour demandes d'autorisation de construire; prospection, diagnostic et fouilles archéologiques.
Protection des monuments	Département formation, culture et sports / Office de la culture / <u>Section des monuments historiques</u> Dresser le répertoire des biens culturels (RBC) et l'inventaire des monuments historiques protégés avec la Commission du patrimoine historique; préavis dans le cadre de la procédure de permis de construire en cas de transformation de bâtiments mentionnés au RBC et de bâtiments protégés / dans leur environnement proche; vérification que Objets RBC et monuments historiques protégés soient inclus dans les plans d'aménagement locaux des communes.
Protection des sites	Département de l'environnement / Service du développement territorial / <u>Section de l'aménagement du territoire</u>

Commission compétente

Archéologie	<u>Commission du patrimoine archéologique et paléontologique</u> (experts /communes), max. 9 membres, organe consultatif. Examine les proposition relatives à l'inventaire; participe à l'élaboration de lois; donne avis sur tout objet que lui soumettent les autorités.
Protection des monuments	<u>Commission du patrimoine historique</u> (experts), min. 5 membres, organe consultatif Dresse l'inventaire des monuments historiques protégés avec Office de la Culture / Section des monuments historiques; propositions de subventionnement à l'intention de l'autorité compétente pour l'octroi; préavis sur affaires soumises par Département.
Protection des sites	<u>Commission des paysages et des sites</u> (experts / représentants des régions), max. 9 membres, organe consultatif. Examine les projets de transformation / construction pour sites et secteurs ISOS d'importance nationale avec objectif de sauvegarde A ou B, ou d'importance régionale avec objectif de sauvegarde A; en procédure simplifiée projets de transformation / construction dans secteurs ISOS avec objectif de sauvegarde A; en dehors de la zone à bâtir préavis de projets dans ISOS ou périmètre de protection du paysage communal; préavis sur d'autres projets qui touchent sensiblement l'aspect des paysages et des sites.

Plan Directeur

Canton	Feuilles 1.3 : La protection et la mise en valeur des objets et des sites inscrits à l'ISOS, au répertoire des biens culturels (RBC), ainsi qu'à l'inventaire des monuments historiques protégés sont assurées. Dans les périmètres bâtis protégés d'importance régionale ou locale, des atteintes modérées à la substance bâtie sont tolérables. Feuille 1.13 : Le petit patrimoine traditionnel et artistique doit faire l'objet d'inventaires et de documentation aux fins de protection et de valorisation. Feuille 1.14 Patrimoine archéologique et paléontologique.
Communes	Les communes établissent l'inventaire des objets du petit patrimoine situés sur leur territoire, portent au plan d'aménagement local les objets du petit patrimoine et assurent leur protection, sensibilisent leurs habitants à la valeur sociale et culturelle du petit patrimoine. Les communes intègrent dans leur plan d'aménagement local la protection et la mise en valeur des sites archéologiques et paléontologiques.

Inventaire

Archéologie	Inventaire cantonal des sites archéologiques et paléontologiques.
Protection des monuments	Répertoire des biens culturels (RBC), recensement indicatif des objets du patrimoine bâti considérés comme dignes de protection (cotation de l'objet en le reconnaissant d'importance nationale, régionale ou locale) et inventaire des monuments historiques sous protection
Protection des sites	Répertoire des biens culturels (RBC), le RBC contient actuellement aussi des sites.

Mise sous protection

Canton	<p><u>Archéologie</u>: Inventaire cantonal des sites archéologiques et paléontologiques (mesure de protection distinguant sites identifiés et sites présumés). Effets principaux : Projet de construction / modification doivent être annoncés préalablement à l'Office de la culture; en cas d'investigation scientifique propriétaire peut être amené à participer au financement droit d'acquisition contractuelle ou expropriation du Canton; mesures conservatoires</p> <p><u>Protection des monuments</u>: Sur la base de Répertoire des biens culturels (RBC) préavis de Section des monuments historiques dans le cadre de procédure d'octroi de permis de construire en cas de transformation de bâtiments mentionnés au RBC, ou dans leur environnement proche / Inventaire des monuments historiques protégés et décision de classement dans l'inventaire par le Gouvernement (effets principaux: transfert de propriété nécessite accord du Gouvernement, toute intervention sur un bâtiment protégé nécessite une autorisation de la Section des monuments historiques. Inventaire peut contenir aussi des ensembles.</p> <p><u>Protection des sites</u> : Les sites construits ISOS d'importance nationale, ainsi que les sites d'importance régionale et locale font partie des données de base du Plan directeur cantonal / Préavis de Commission des paysages et des sites pour demandes de constructions en sites ISOS d'importance nationale A / B, d'importance régionale A et en procédure simplifiée secteurs ISOS A.</p>
Communes	Communes intègrent dans leurs plans d'aménagement locaux la protection et la mise en valeur des objets et des sites inscrits à l'ISOS, d'importance régionale ou locale, des monuments historiques protégés et des bâtiments mentionnés au RBC.

Subventions

Canton	Subventions cantonales pour la restauration de monuments historiques protégés inscrits dans l'Inventaire (aussi pour monuments d'intérêt local inscrits dans cet inventaire). Sur proposition de la Commission du patrimoine historique, le Département octroie des subventions jusqu'à un montant de 150'000 francs, au-delà de ce montant décision du Gouvernement.
--------	---

Steckbrief Kanton Luzern

Gesetzliche Grundlagen

Gesetz über den Schutz der Kulturdenkmäler (DSchG), Planungs- und Baugesetz (PBG), Verordnung zum Gesetz über den Schutz der Kulturdenkmäler (DSchV)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Bildungs- und Kulturdepartement / Dienststelle Hochschulbildung und Kultur / <u>Kantonsarchäologie</u> Erfassung des Archäologischen Fundstelleninventars, Betreuung archäologischer Sammlungen mit Natur-Museum Luzern; Anordnung und Durchführung von Prospektion und Diagnostik und von archäologischen Ausgrabungen; Prüfung von Baugesuchen und Planungsvorhaben.
Denkmalpflege	Bildungs- und Kulturdepartement / Dienststelle Hochschulbildung und Kultur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Erfassung des Kantonalen Gebäudeinventars und Antrag an Dienststelle auf <u>Unterschutzstellung</u> mittels Aufnahme ins kantonale Denkmalverzeichnis; Bauberatung und Baubegleitung, Prüfung von Baugesuchen und Planungsvorhaben; Ausrichtung von Beiträgen
Ortsbildschutz	Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdep. / Dienststelle Raum und Wirtschaft / <u>Orts- und Regionalplanung</u>

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Denkmalkommission</u> , 5 – 7 Mitglieder (Sachverständige und Interessenvertreter), berät das Bildungs- und Kulturdepartement und den Regierungsrat in Fragen der Denkmalpflege und der Archäologie. Sie wird angehört bei: Eintragung und Streichung im Denkmalverzeichnis und Festsetzung einer Entschädigung, Gewährung von grösseren Staatsbeiträgen, Durchführung von wissenschaftlichen Ausgrabungen
Denkmalpflege	Denkmalkommission (siehe oben)
Ortsbildschutz	–

Kantonaler Richtplan

Kanton	Der Schutz und die Erhaltung bedeutender Ortsbilder, geschichtlicher Stätten und Kulturdenkmäler werden mit geeigneten organisatorischen und raumplanerischen Massnahmen sichergestellt. Der Kanton berät die Gemeinden bei Planungs- und Schutzmassnahmen.
Gemeinden	Die Gemeinden mit Ortsbildern von nationaler oder regionaler Bedeutung berücksichtigen die Inhalte des ISOS im Rahmen einer umfassenden Interessenabwägung in den kommunalen Planungen. Die Gemeinden sorgen für einen angemessenen Schutz der Ortsbilder von lokaler Bedeutung.

Inventare

Archäologie	Archäologisches Fundstelleninventar
Denkmalpflege	Kantonales Bauinventar (Erfassung von schützens- und erhaltenswerten Objekten. Bei schützenswerten Objekten und Objekten in Baugruppen ist die kantonale Denkmalpflege in ein Baubewilligungsverfahren einzubeziehen).
Ortsbildschutz	–

Unterschutzstellungen

Kanton	Schutz von archäologischen Objekten, Bauobjekten und Objekten in Baugruppen durch Eintrag in das kantonale Denkmalverzeichnis, Entscheid über Unterschutzstellung durch Dienststelle auf Antrag der Denkmalkommission. Eingetragene Objekte dürfen ohne Bewilligung des Bildungs- und Kulturdepartements weder renoviert, verändert, beseitigt noch sonst wie in ihrer Wirkung beeinträchtigt werden. Sie sind so zu erhalten, dass ihr Bestand dauernd gesichert ist.
Gemeinden	Kommunale Kulturobjektinventare; Ortsbildschutzzonen

Beiträge

Kanton	Bei Objekten mit lokaler Bedeutung 10-15 %, regionaler Bedeutung 15-20 %, nationaler Bedeutung 20-25 %
--------	--

Fiche signalétique du Canton de Neuchâtel

Bases légales

Loi sur la sauvegarde du patrimoine culturel (LSPC); Règlement d'application de la loi sur la sauvegarde du patrimoine culturel (RLSPC); Loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT); Arrêté déterminant les conditions de reconnaissance comme dignes d'être protégés d'immeubles bâtis sis hors zone à bâtir et ayant la valeur 4 au Recensement architectural du canton de Neuchâtel.

Rattachement administratif et service compétent

Archéologie	Dépt économie, sécurité et culture / Office patrimoine et archéologie / <u>Section archéologie</u> Carte archéologique, préparation Arrêtés Conseil d'Etat de mise sous protection de sites archéologiques; préavis dans procédure pour plan d'affectation et sur demandes d'autorisation de construire dans un périmètre archéologique; prospection, diagnostic et fouilles archéologiques
Protection des monuments	Dépt économie, sécurité et culture / Office patrimoine et archéologie / <u>Section conservation du patrimoine</u> Recensement architectural du canton de Neuchâtel (RACN); préavis dans procédure pour plan d'affectation et sur demandes d'autorisation de construire concernant bien culturels protégés /.
Protection des sites	Dépt économie, sécurité et culture / Office patrimoine et archéologie / <u>Section conservation du patrimoine</u> Préavis dans la procédure pour l'approbation des plan d'affectation

Commission compétente

Archéologie	<u>Commission cantonale des biens culturels</u> , 9 – 15 membres (experts, milieux intéressés, régions), organe consultatif, se prononce sur questions de sauvegarde du patrimoine bâti et mobilier, sites construits et leurs abords, sites archéologiques, ainsi que sur projets de lois, règlements, arrêtés ou directives.
Protection des monuments	<u>Commission cantonale des biens culturels</u>
Protection des sites	<u>Commission cantonale des biens culturels</u>

Plan Directeur

Canton	Amélioration de la conservation et de la valorisation des biens culturels et des sites bâtis, sensibilisation du public, Clarifications de la manière dont la pesée des intérêts dans les sites IISOS et de l'UNESCO. Canton poursuit la mise à jour du RACN et adapte la législation, incite et soutient des projets de valorisation patrimoniale et urbaine, en collaboration avec les communes (Fiche R_35 du plan Directeur cantonal). Prise en considération du patrimoine dans les zones centrales et les coeurs de localité (ISOS). Les bâtiments qui bordent l'espace public sont également pris en compte (architecture, patrimoine) et mis en valeur par l'aménagement proposé, de même que le mobilier urbain et les aménagements existants et à prévoir (Fiches U_11 et 21).
Communes	Adaptent, à l'occasion de leur révision la planification au niveau communal et étudient la manière de maintenir et renforcer la vitalité des centres, en effectuant la pesée des intérêts entre utilisation optimale du bâti, accueil de la population et des emplois et protection du patrimoine bâti et non bâti. (Fichew R_35 du plan Directeur cantonal)

Inventaire

Archéologie	Le Canton tient une <u>carte archéologique</u> , avec définition des périmètres archéologiques non contraignante.
Protection des monuments	<u>Recensement architectural du canton de Neuchâtel (RACN)</u> , répertorie les immeubles bâtis situés dans les sites construits à sauvegarder, hors zone à bâtir ou dans d'autres secteurs (attribution de valeurs 0-7). Sur la base du RACN la Section conservation du patrimoine préavise tout permis de construire concernant (i) un immeuble bâti situé dans un site construit à sauvegarder (ii) un immeuble bâti ayant une valeur de 0-4, situé hors zone à bâtir ou dans d'autres secteurs.
Protection des sites	--

Mise sous protection

Canton	<p>Archéologie: Arrêtés du Conseil d'Etat de mise sous protection de sites archéologiques comme bien culturels (effets principaux: propriétaire doit obtenir autorisation préalable pour toute intervention; droit de préemption du Canton et subsidiairement de la Commune, droit d'expropriation du Canton).</p> <p>Protection des monuments et des sites: Arrêté du Conseil d'Etat de mise sous protection ou mise à l'inventaire d'objets immobiliers ou mobiliers comme biens culturels (effets principaux: propriétaire doit obtenir autorisation préalable pour toute intervention; droit de préemption du Canton et subsidiairement de la Commune droit d'expropriation du Canton). Les immeubles ayant la valeur 0 à 3 sont considérés comme dignes d'être protégés au sens de l'article 24d LAT.</p>
Communes	<p>Sites construits à sauvegarder délimités par communes dans leur plan d'affectation des zones en tenant compte de ISOS et RACN (trois catégories d'immeubles bâtis : catégorie 1 valeurs 0 à 3 ; catégorie 2 valeurs 4 à 6 ; catégorie 3 valeurs 7 à 9).</p>

Subventions

Canton	<p>Le Canton peut verser des contributions pour la conservation/restauration des biens culturels mis sous protection, des biens sériels inscrits dans un inventaire reconnu par le Canton ou dans les périmètres Unesco.</p> <p>Contribution du Canton pour biens culturels d'intérêt national 20%, régional 15%, local: 10% / Ev. contribution supplémentaire de max. 5% au maximum eu égard à intérêt particulier de l'objet à la nature et à l'importance des travaux. Spécificités pour RACN et sites UNESCO.</p>
--------	---

Steckbrief Kanton Nidwalden

Gesetzliche Grundlagen

Gesetz über den Schutz der Kulturdenkmäler (Denkmalschutzgesetz, DSchG), Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht (Planungs- und Baugesetz, PBG), Vollzugsverordnung zum Gesetz über den Schutz der Kulturdenkmäler (Denkmalschutzverordnung, DSchV)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Staatskanzlei / Staatsarchiv / <u>Fachstelle für Archäologie</u> Erfassung des Inventars der Bodenaltertümer mit archäologischen Zonen; Betreuung archäologischer Sammlungen; Anordnung und Durchführung von Prospektion und Diagnostik und von archäologischen Ausgrabungen; Prüfung von Baugesuchen und Planungsvorhaben.
Denkmalpflege	Bildungsdirektion / Amt für Kultur / <u>Fachstelle für Denkmalpflege</u> Unterstützung der Gemeinden bei der Erfassung der kommunalen Bauinventare (Verbundaufgabe), Beratungen und Baubegleitungen bei schützenswerten und geschützten Kulturdenkmälern, Prüfung von Baugesuchen (mit Kommission für Denkmalpflege) und von Planungsvorhaben
Ortsbildschutz	Bildungsdirektion / Amt für Kultur / <u>Fachstelle für Denkmalpflege</u>

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Kommission für Denkmalpflege</u> , 7 – 9 Mitglieder (Sachverständige und Vertreter aus Gewerbe und Politik). Die Kommission erteilt die Bewilligung für Veränderungen an Schutzobjekten und bei Abbrüchen in Ortsbildschutzperimetern. Sie stellt Antrag zu Unterschutzstellungen und Beitragsgesuchen und nimmt Stellung zur Einstufung inventarisierter Objekte. Sie gibt Stellungnahmen ab zu Veränderungen in Ortsbildschutzperimetern und an schutzwürdigen Inventarobjekten der Kat. A.
Denkmalpflege	<u>Kommission für Denkmalpflege</u> (siehe oben)
Ortsbildschutz	<u>Kommission für Denkmalpflege</u> (siehe oben)

Kantonaler Richtplan

Kanton	Der Kanton berät die Gemeinden mit Ortsbildern von nationaler und regionaler Bedeutung, bei Planungen und Schutzmassnahmen und nimmt Stellung zu baulichen Veränderungen.
Gemeinden	Die Gemeinden mit Ortsbildern von nationaler Bedeutung erstellen einen Schutzplan. Die Gemeinden mit Ortsbildern von regionaler Bedeutung erstellen ein Ortsbildinventar, aus dem empfohlene Schutzmassnahmen für die einzelnen Bauten und Anlagen hervorgehen. Bei Ortsbildern von lokaler Bedeutung sorgen die Gemeinden für einen angemessenen Schutz.

Inventare

Archäologie	Inventar der Bodenaltertümer mit archäologischen Zonen (wenn Fundstätten im Inventar der Bodenaltertümer als archäologische Zonen erfasst sind, sind Bauprojekte in den Zonen meldepflichtig).
Denkmalpflege	Bauinventare der geschützten und schutzwürdigen Einzelbauten in den Gemeinden. Verbundaufgabe zwischen Gemeinde und Kanton, nur behördenverbindlich.
Ortsbildschutz	--

Unterschutzstellungen

Kanton	Eigentümergebundene Unterschutzstellung von archäologischen Fundstätten sowie von Gebäudegruppen, Einzelgebäude und Gebäudeteile als Kulturdenkmälern durch Schutzverfügung des Regierungsrates. Unterschutzstellung von Ortsbildern über Richtplanung, sonst über Nutzungsplanung der Gemeinden.
Gemeinden	Eigentümergebundene Unterschutzstellung von Ortsbildern in den Zonenplänen und Vorschriften in den Bau- und Zonenreglementen der Gemeinden (Kernzonen, Ortsbildschutz zonen). Die Gemeinden sorgen in der Zonenplanung für den Umgebungsschutz. Bei baulichen Veränderungen an im Bauinventar als schutzwürdig A bezeichneten Einzelobjekten und in Ortsbildschutz zonen holt der Gemeinderat bei der Kommission für Denkmalpflege eine Stellungnahme ein und berücksichtigt diese angemessen in seinem Bauentscheid. Bei den übrigen Objekten des Bauinventars entscheidet die Gemeinde selbst. Sie kann die kantonale Fachstelle zur Beratung beiziehen.

Beiträge

Kanton Beiträge an geschützte Objekte aus dem Denkmalpflegefonds, höchstens: 65 % für Objekte von nationaler Bedeutung, 50 % für Objekte von regionaler und 35 % für Objekte von lokaler Bedeutung. Beiträge sind auch möglich an Objekte, die Teil geschützter Ortsbilder sind, jedoch nicht unter Denkmalschutz stehen, und an freiwillige Leistungen im Sinne des DSG.

Steckbrief Kanton Obwalden

Gesetzliche Grundlagen

Baugesetz, Kulturgesetz, Denkmalschutzverordnung

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Bildungs- und Kulturdepartement / Amt für Kultur und Sport / <u>Fachstelle Denkmalpflege und Archäologie</u> Erhaltung geschichtlicher Stätten und Sicherung archäologischer Fundstellen, Inventarisierung, Bodenforschung und Betreuung der Sammlung
Denkmalpflege	Bildungs- und Kulturdepartement / Amt für Kultur und Sport / <u>Fachstelle Denkmalpflege und Archäologie</u> Inventarisierung, Anträge auf Unterschutzstellung, Begleitung von Bauvorhaben, Bearbeitung von Beitragsgesuchen
Ortsbildschutz	Bildungs- und Kulturdepartement / Amt für Kultur und Sport / <u>Fachstelle Denkmalpflege und Archäologie</u>

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Kantonale Denkmalpflegekommission</u> , 5 - 7 Mitglieder (Sachverständige), berät den Regierungsrat in allen Fragen der Kulturpflege, hat das Antragsrecht bei der Erarbeitung von Inventaren und bei kantonalen Schutzplänen, beurteilt auf Antrag der kantonalen Fachstelle Quartierplan- und Baubewilligungsgesuche von grundsätzlicher Bedeutung und beurteilt Grundsatzfragen.
Denkmalpflege	<u>Kantonale Denkmalpflegekommission</u> (siehe oben)
Ortsbildschutz	<u>Kantonale Denkmalpflegekommission</u> (siehe oben)

Kantonaler Richtplan

Kanton	C3.1-1. Die Baukultur in Obwalden stellt den Bezug zu den traditionellen Bauweisen und den einmaligen Landschaften in den Vordergrund und ordnet sich diesen unter. Bauten in historischen Ortskernen sind in Einklang mit den prägenden und geschützten Bauten sowie deren Umgebung zu entwickeln und harmonisch in die Ortsbilder einzufügen. C 3.2-1. Bund, Kanton und Gemeinden nehmen bei ihren Planungen frühzeitig Rücksicht auf die Bedeutung und Wirkung der Kulturobjekte, der schützenswerten Ortsbilder gemäss ISOS und der historischen Verkehrswege gemäss IVS sowie auf archäologische Fundstellen.
Gemeinden	C 2-6. Die auf kommunaler Stufe festzulegenden «historischen Kerne» sind unter Wahrung der identitätsstiftenden Ortsbilder sorgfältig weiterzuentwickeln. Eine strukturelle Erneuerung und Verdichtung hat in sorgfältiger Abwägung mit den Schutzanforderungen betreffend historische Bauten und deren Umgebung zu erfolgen. C3.2-1. Die Gemeinden überprüfen in ihren Ortsplanungen gemeinsam mit dem Kanton die Ortsbildschutzzonen, die archäologischen Schutzzonen sowie die Schutzobjekte von lokaler Bedeutung.

Inventare

Archäologie	Inventar der archäologischen Fundstellen und archäologischen Gebiete
Denkmalpflege	Inventar der schützenswerten Bau- und Kulturdenkmäler des Kantons Obwalden
Ortsbildschutz	–

Unterschutzstellungen

Kanton	Schützenswerte Kulturobjekte von nationaler und regionaler Bedeutung werden samt ihrer Umgebung mit Schutzplänen durch den Kanton unter Schutz gestellt. Sie werden damit zu Schutzobjekten und Umgebungsschutzgebieten.
Gemeinden	Schützenswerte Kulturobjekte von lokaler Bedeutung samt ihrer Umgebung, Ortsbilder von nationaler, regionaler und lokaler Bedeutung (gemäss Inventarisierung ISOS) sowie archäologische Schutzgebiete werden im Rahmen der Nutzungsplanung durch die Gemeinden (Schutzobjekte, Umgebungsschutzgebiete, Ortsbildschutzzonen und archäologische Schutzgebiete) unter Schutz gestellt.

Beiträge

Kanton	Der Kanton leistet Beiträge (max. 30%) an Schutzobjekte von nationaler und regionaler Bedeutung, die Gemeinden (20-25%) an jene von lokaler Bedeutung.
--------	--

Steckbrief Kanton St. Gallen

Gesetzliche Grundlagen

Planungs- und Baugesetz, Planungs- und Bauverordnung, Kulturerbe-gesetz, Kulturerbeverordnung, Verordnung über Kantonsbeiträge an unbewegliche Kulturgüter

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Departement des Innern / Amt für Kultur / <u>Kantonsarchäologie</u> Erfassung archäologischer Fundstellen; Betreuung archäologischer Sammlungen (Dauerausstellung im Historischen und Völkerkundemuseum St. Gallen (Stiftung) und Regional- und Lokalmuseen); Anordnung von Prospektion und Diagnostik (Durchführung durch Dritte) Anordnung und Durchführung und von archäologischen Ausgrabungen; Prüfung von Baugesuchen und Planungsvorhaben; Ausrichtung von Beiträgen
Denkmalpflege	Departement des Innern / Amt für Kultur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Bei Objekten von nationaler und kantonaler Bedeutung; Erstellung des Inventars für Einzelobjekte; Bezug durch die Gemeinden bei Unterschutzstellung von Objekten von kantonaler und nationaler Bedeutung; Prüfung von Baugesuchen und Planungsvorhaben; Ausrichtung von Beiträgen
Ortsbildschutz	Departement des Innern / Amt für Kultur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u>

Fachkommissionen

Archäologie	--
Denkmalpflege	--
Ortsbildschutz	<u>Fachkommission Städtebau</u> , 5 Mitglieder (Sachverständige), Beratung des Amtes für Raumentwicklung und der Gemeinden in ortsbaulichen Fragen.

Kantonaler Richtplan

Kanton	Die Ortsbilder von nationaler und kantonaler Bedeutung werden als schützenswert festgelegt. Die kantonalen Behörden unterstützen dabei die Gemeinden.
Gemeinden	Mit Massnahmen der Ortsplanung stellen die Gemeinden den Schutz der Ortsbilder von nationaler und kantonaler Bedeutung parzellenscharf und grundeigentümerverbindlich sicher und sie stellen sicher, dass die schützenswerten archäologischen Fundstellen in ihrem Bestand geschützt und erhalten werden.

Kantonale Inventare

Archäologie	Schützenswerte archäologische Fundstellen gemäss kantonalem Richtplan; diese Liste dient als Grundlage für Unterschutzstellungen durch Schutzinventare auf Gemeindeebene. Kommunale Schutzinventare beinhalten die von der kantonalen Stelle (Archäologie bzw. Denkmalpflege) bezeichneten Objekte nationaler und kantonaler Bedeutung sowie die von der Gemeinde bezeichneten Objekte kommunaler Bedeutung. Sie sind vom Kanton zu genehmigen. Liegt ein genehmigtes Schutzinventar vor setzt die Unterschutzstellung eines Objekts dessen Aufnahme ins Schutzinventar voraus.
Denkmalpflege	Die Gemeinden verfügen in der Regel über Hinweis- oder Schutzinventare (s. oben). Für die Einzelobjekte von kantonaler Bedeutung gibt es noch kein vollständiges Inventar (Inventar für Einzelobjekte von kantonaler Bedeutung in Erarbeitung).
Ortsbildschutz	Inventar der Ortsbilder von kantonaler Bedeutung (basiert auf den Inventarangaben des ISOS regional)

Unterschutzstellungen

Kanton	Die Unterschutzstellung von archäologischen Fundstellen, Einzelobjekten des Denkmalschutzes und Ortsbildern erfolgt durch die Gemeinden. Diese ziehen die Kantonale Archäologie bzw. Denkmalpflege bei Objekten von kantonaler oder nationaler Bedeutung bei.
Gemeinden	Schutzzonen, Schutzverordnungen, Schutzinventare, Verfügungen und Schutzverträge.

Beiträge

Kanton	30-50% (derzeit 30%) der denkmalpflegerisch relevanten Kosten von kantonalen und nationalen Schutzobjekten, 20-25% in der Archäologie
--------	---

Steckbrief Kanton Schaffhausen

Gesetzliche Grundlagen

Gesetz über den Natur- und Heimatschutz im Kanton Schaffhausen (2019), Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht im Kanton Schaffhausen (Baugesetz, 1997), Verordnung betreffend den Schutz der Kulturdenkmäler

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Baudepartement / Amt für Denkmalpflege und Archäologie / <u>Kantonsarchäologie</u> Erfassung der archäologischen Fundstellen, Betreuung archäologischer Sammlungen; Unterschutzstellung; Anordnung und Durchführung von Prospektion und Diagnostik und von archäologischen Ausgrabungen; Prüfung von Baugesuchen und Planungsvorhaben
Denkmalpflege	Baudepartement / Amt für Denkmalpflege und Archäologie / <u>Denkmalpflege Schaffhausen</u> Erhalt, Pflege und Dokumentation des bauhistorischen Kulturerbes, Beratung von Privaten und Behörden im Umgang mit Schutz- und schützenswerten Objekten. Ausrichten von Finanzhilfen für die Erhaltung von Baudenkmalern und schutzwürdigen Ortsbildern
Ortsbildschutz	Baudepartement / Amt für Denkmalpflege und Archäologie / <u>Denkmalpflege Schaffhausen</u>

Fachkommissionen

Archäologie	--
Denkmalpflege	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u> , 7 Mitglieder (Sachverständige), Stellungnahmen zu: Vorhaben im Bereich der im kantonalen Inventar aufgeführten Schutzzonen und Schutzobjekte; kantonale Richtpläne; Bauordnungen und Zonenpläne; Inventare gemäss Art. 6 und 6a; die generellen Meliorationsprojekte; die Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetz; die Verwendung des Natur- und Heimatschutzfonds; Programm- beziehungsweise Leistungsvereinbarungen mit dem Bund
Ortsbildschutz	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u>

Kantonaler Richtplan

Kanton	Der Kanton und die Gemeinden berücksichtigen bei allen raumwirksamen Vorhaben, insbesondere der kommunalen Nutzungsplanung, die Inventare des Bundes und des Kantons, namentlich das «Inventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz (ISOS)» sowie das kantonale Inventar der Schutzzonen und Schutzobjekte (Ensembles im Sinne von Art. 7 KNHG). Ortsbilder von nationaler und regionaler Bedeutung werden festgesetzt.
Gemeinden	Gemeinden mit schützenswerten Ortsbildern legen einen besonderen Wert auf die innere Gestaltung der Siedlung und die bauliche Integration in die Landschaft.

Inventare

Archäologie	Inventar der Kantonsarchäologie
Denkmalpflege	Denkmalschutzinventare der Gemeinden. Die Inventare und ihre Änderung bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Besonders wertvolle Objekte werden in das kantonale Inventar aufgenommen.
Ortsbildschutz	--

Unterschutzstellungen

Kanton	Überlagernde Archäologische Schutzzonen und Archäologische Schutzzonen mit Veränderungsverbot
Gemeinden	Im Rahmen der Nutzungsplanung durch Erlass von Schutzbestimmungen und Nennung der Schutzobjekte in der Bauordnung, öffentlich-rechtlicher Vertrag oder Einzelverfügung.

Beiträge

Kanton	Die Höhe der Beiträge des Kantons liegt zwischen 15 Prozent und 35 Prozent der anrechenbaren Kosten.
--------	--

Steckbrief Kanton Solothurn

Gesetzliche Grundlagen

Planungs- und Baugesetz; Verordnung über den Schutz der historischen Kulturdenkmäler (Kulturdenkmäler-Verordnung); Richtlinien für die Ausrichtung von Beiträgen an die Erhaltung und Pflege geschützter und schützenswerter historischer Kulturdenkmäler; Verordnung über den Natur- und Heimatschutz.

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Bau- und Justizdepartement / Amt für Denkmalpflege und Archäologie / <u>Kantonsarchäologie</u> Inventar der bekannten Fundstellen; Prüfung von Planungsvorhaben und Baugesuchen sowie bindende Zustimmung in Baubewilligungsverfahren bei Fundstellen; Prospektion, Diagnostik, Ausgrabungen.
Denkmalpflege	Bau- und Justizdepartement / Amt für Denkmalpflege und Archäologie / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Prüfung von Planungsvorhaben und Baugesuchen sowie bindende Zustimmung in Baubewilligungsverfahren bei kantonal geschützten historischen Kulturdenkmälern
Ortsbildschutz	Bau- und Justizdepartement / Amt für Raumplanung / <u>Fachstelle Heimatschutz</u> Stellungnahmen bei kommunal schützenswerten oder erhaltenswerten Kulturobjekten, Stellungnahmen zu Baugesuchen und Nutzungsplanungen im Bereich Heimatschutz (Ortsbildschutz und Landschaftsschutz).

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Archäologie-Kommission</u> , 5 Mitglieder (Sachverständige), Beratung von Regierungsrat und Verwaltung; Antrag an Regierungsrat auf archäol. Suchbewilligung sowie auf Anordnung von Schutzmassnahmen
Denkmalpflege	<u>Kantonale Denkmalpflege-Kommission</u> , 5 Mitglieder (Sachverständige), Beratung von Regierungsrat und Verwaltung; Antrag an Reg.rat auf Anordnung von Schutzmassnahmen und Ausrichtung von Beiträgen
Ortsbildschutz	<u>Raumplanungskommission</u> , 22 Mitglieder (Sachverständige und Interessenvertreter), Beratung von Regierungsrat und Verwaltung bei der Anwendung des Planungs- und Baugesetzes, kann von sich aus Anträge und Anregungen unterbreiten.

Kantonaler Richtplan

Kanton	Ortsbilder von nationaler oder regionaler Bedeutung sind im kantonalen Richtplan festgesetzt. Der Kanton (Amt für Raumplanung) berät und unterstützt die Gemeinden bei der Erarbeitung von Ortsbildinventaren.
Gemeinden	Die Gemeinden prüfen bei der Ortsplanung, ob die Massnahmen zur Erhaltung des Ortsbildes genügen. Sie sind weiter dafür besorgt, dass Baugesuche, welche kantonal geschützte Objekte oder Ortsbilder betreffen, der zuständigen kantonalen Fachstelle unterbreitet werden.

Inventare

Archäologie	Kantonales Inventar der bekannten geschützten archäologischen Fundstellen
Denkmalpflege	Kantonales Schutzverzeichnis der vom Kanton mit Einzelverfügung geschützten historischen Kulturdenkmäler. Gemeinden können in Zusammenarbeit mit der Kantonalen Denkmalpflege Inventare schützenswerter und erhaltenswerter baulicher Ensembles, Baugruppen und Einzelbauten anlegen.
Ortsbildschutz	Kommunale Ortsbildinventare

Unterschutzstellungen

Kanton	Aufnahme in das Inventar der bekannten geschützten archäologischen Fundstellen, Einzelschutzverfügungen des Regierungsrates zum Schutz historischer Kulturdenkmäler und Ensembles, Schutz der Altstädte Solothurn und Olten und des Dorfkerns Balsthal durch Kulturdenkmäler-Verordnung;
Gemeinden	Einzelschutzverfügungen der Gemeinden (Gemeinderat). Ortsbildschutz über räumliche Abgrenzung und Schutzmassnahmen in der Nutzungsplanung (Schutzzonen); Bezeichnung von geschützten, schützenswerten und erhaltenswerten Kulturobjekten in den Nutzungsplänen.

Beiträge

Kanton	Kanton kann Beiträge an geschützte oder schützenswerte historische Kulturdenkmäler leisten. Bei Objekten mit Bundesbeteiligung beteiligt sich Kanton mit 14-23% an die beitragsberechtigten Kosten, bei Objekten ohne Bundesbeteiligung mit 12-24%. In speziellen Fällen bis 50%. Kanton kann sich in besonderen Fällen an Massnahmen des kommunalen Ortsbildschutzes beteiligen.
--------	---

Steckbrief Kanton Schwyz

Gesetzliche Grundlagen

Denkmalschutzgesetz (DSG), Denkmalschutzverordnung (DSV), Planungs- und Baugesetz (PBG)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Bildungsdepartement / Amt für Kultur / <u>Staatsarchiv, archäologische Fachstelle</u> Erfassung des Fundstelleninventars; Betreuung von archäologischen Sammlungen; Anordnung von Prospektion, Diagnostik, Ausgrabungen (Durchführung durch Dritte); Prüfung von Planungsvorhaben und Baugesuchen.
Denkmalpflege	Bildungsdepartement / Amt für Kultur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Erfassung des Kantonalen Schutzzinventar und Unterschutzstellung durch Inventaraufnahme; Prüfung von Baugesuchen und Planungsvorhaben und Begleitung von bewilligten Projekten; Begleitung und Überwachung der Erfüllung von Auflagen bei Ausrichtung von Beiträgen durch Bildungsdepartement.
Ortsbildschutz	Bildungsdepartement / Amt für Kultur / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Prüfung von Planungsvorhaben

Fachkommissionen

Archäologie	--
Denkmalpflege	--
Ortsbildschutz	--

Kantonaler Richtplan

Kanton	Die Ortsbilder von nationaler Bedeutung (ISOS) sind bei der Planung beizuziehen und in der Interessenabwägung entsprechend zu berücksichtigen (insbesondere die schutzwürdigen Bereiche mit dem höchsten Erhaltungsziel).
Gemeinden	Die Gemeinden berücksichtigen bei ihren Planungen die regionalen und lokalen Ortsbilder.

Kantonale Inventare

Archäologie	Der Kanton führt ein archäologisches Fundstelleninventar. Es umfasst nachgewiesene oder vermutete archäologische und geschichtliche Stätten, Fundstellen und Ruinen sowie UNESCO-Welterbestätten. Gebiete, in denen gemäss Inventar mit archäologischen Funden zu rechnen ist, müssen vor Baubeginn auf archäologische Funde hin überprüft werden. Sind bei Bauvorhaben archäologische Interessensgebiete betroffen, ist im Baubewilligungsverfahren darauf hinzuweisen.
Denkmalpflege	Kantonales Schutzzinventar (KSI) für Gebäudegruppen und Einzelbauten: Mit dem Inventareintrag gelten diese als Schutzobjekte (s. unten).
Ortsbildschutz	Gesonderte Ortsbildinventare für sechs national eingestufte Ortsbilder (Arth, Einsiedeln, Ingenbohl/ Brunnen, Küssnacht, Lachen und Schwyz).

Unterschutzstellungen

Kanton	Unterschutzstellung von Schutzobjekten der <u>Archäologie</u> durch Schutzzonen in den kantonalen und kommunalen Nutzungsplänen (1. Schutzgrad: Möglichst integraler Schutz; 2. Schutzgrad: Starke Schutzwürdigkeit). Unterschutzstellung von Schutzobjekten der <u>Denkmalpflege</u> durch Aufnahme in das Kantonales Schutzzinventar durch den Regierungsrat. Objekte mit Schutzziel I, II oder III (Erhaltung der Substanz, Erhaltung des äusseren Erscheinungsbildes, Erhaltung des Charakters). Sicherstellung des <u>Ortsbildschutzes</u> durch den kantonalen Richtplan; kantonale und kommunale Nutzungspläne. Denkmalpflege ist für ISOS-A-Gebiete zuständig.
Gemeinden	Schutzzonen nach PBG. Die Gemeinden integrieren bekannte oder vermutete archäologische Gebiete und die Perimeter der nationalen Ortsbilder in ihre Zonenpläne.

Beiträge

Kanton	Gemäss DSG. 18% lokal, 21% regional, 25% national
--------	---

Steckbrief Kanton Thurgau

Gesetzliche Grundlagen

Planungs- und Baugesetz (PBG), Gesetz zum Schutz und zur Pflege der Natur und der Heimat (TG NHG), Verordnung des Regierungsrates zum Gesetz zum Schutz und zur Pflege der Natur und der Heimat

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Departement für Erziehung und Kultur / <u>Amt für Archäologie</u> Inventarisierung und Dokumentation von Bodendenkmälern, Ruinen, historischen Verkehrswegen (IVS) und Wehranlagen; Betreuung archäologischer Sammlungen und Archive; Betrieb des Museums für Archäologie Frauenfeld, Beratung von Regionalmuseen, Öffentlichkeitsarbeit; Prüfen von Planungsvorhaben und Baugesuchen; Durchführung von Ausgrabungen, Taucharchäologie, Prospektionen, Ruinenunterhalt, Bauarchäologie; Massnahmen zu Schutz und Erhalt archäologischer Fundstellen und Geländedenkmäler u.a. des kantonalen UNESCO-Weltkulturerbes Pfahlbauten.
Denkmalpflege	Departement für Bau und Umwelt / <u>Amt für Denkmalpflege</u> Das Amt für Denkmalpflege inventarisiert und dokumentiert die Bau- und Kunstdenkmäler des Kantons sowie den Kirchenschatz der beiden Landeskirchen. Es führt ein Hinweisinventar zu Bauten und Anlagen sowie Spezialinventare zu ausgewählten, relevanten Themen der Baukultur. Beratung von Gemeinden, Architekten, Planern und Privaten im Umgang mit historischen Bauten und Ortsbildern. Beitragswesen an geschützte Gebäude und an Massnahmen zur Pflege des Ortsbildes. Der Kulturgüterschutz ist dem Amt angegliedert. Öffentlichkeitsarbeit.
Ortsbildschutz	Departement für Bau und Umwelt / <u>Amt für Denkmalpflege</u>

Fachkommissionen

Archäologie	--
Denkmalpflege	--
Ortsbildschutz	--

Kantonaler Richtplan

Kanton	Die Ortsbilder von nationaler Bedeutung sind als «besonders wertvolle» und jene in Anlehnung an die ISOS-Methode erhobenen von regionaler Bedeutung als «wertvolle» Ortsbilder in den kantonalen Richtplan überführt. Die erhaltenswerten Ortsbilder sind in Erscheinung, Substanz und Struktur zu schützen, zu pflegen und können unter Berücksichtigung der Schutzziele weiter entwickelt werden. Bauten, die im Sinne von § 2 des Gesetzes zum Schutz und zur Pflege der Natur und der Heimat (TG NHG; RB 450.1) als erhaltenswerte Objekte gelten, sind zu schützen und zu pflegen. Der Schutz schliesst auch das Innere der Bauten (Ausstattung) und die Umgebung ein.
Gemeinden	Die Ortsbildschutzgebiete, deren Schutz noch nicht durch rechtsgültige Pläne und Vorschriften grundeigentümerverbindlich gesichert ist, sind im Rahmen der Ortsplanungen zu schützen.

Inventare

Archäologie	Kantonales Inventar Fundstellen und Bodenfunde. Wichtige archäologische Fundstellen und Abschnitte historischer Verkehrswege sind im kantonalen Richtplan gelistet.
Denkmalpflege	Der Kanton führt das Inventar der erhaltenswerten Objekte von besonders wertvoller und wertvoller Bedeutung. Eine Anpassung an die Nomenklatur des Bundes ist angestrebt.
Ortsbildschutz	Ortsbildschutzgebiete gemäss kantonalem Richtplan

Unterschutzstellungen

Kanton/Gden	Im kantonalen Richtplan gelistete "archäologische Fundstellen" werden in den Zonenplänen der Gemeinden erfasst, ausgewählte Bodendenkmäler werden zusätzlich in die Schutzplanungen der Gemeinden überführt oder per Einzelschutzverfügung geschützt.
Gemeinden	Die Gemeinden sind für den Schutz und die Pflege geschützter Objekte zuständig. Der Schutz erfolgt im Rahmen der Nutzungsplanung mit einem grundeigentümerverbindlichen Schutzplan oder durch Einzelverfügung.

Beiträge

Kanton/Gden. Archäologie: An Erhaltung (inkl. Dokumentation) und Unterhalt ausgewählter Fundstellen oder Bauten etwa 80% (unter Beteiligung Gemeinde von mind. 10% sowie Dritter)

Denkmalpflege: Beitrag der Gemeinden an geschützte Objekte unabhängig der Bedeutung ist zwingend und beträgt mind. 10%. Der Kanton kann Beiträge leisten. Diese betragen: 10 % bei Objekten von lokaler Bedeutung, 15 % bei Objekten von regionaler Bedeutung, 20 % bei Objekten von nationaler Bedeutung. Der Ansatz kann ausnahmsweise auf höchstens 45 % erhöht werden. Keine Sicherung des Staatsbeitrags durch Anmerkung im Grundbuch.

Scheda Canton Ticino

Basi legali

Legge sulla Protezione dei beni culturali e Regolamento sulla protezione dei beni culturali (LBC, RLBC); Legge sullo sviluppo territoriale e Regolamento della Legge sullo sviluppo territoriale (LST, RLST); Legge edilizia e Regolamento di applicazione della legge edilizia (LE, RLE).

Organizzazione in seno all'amministrazione / unità amministrativa competente

Archeologia	Dip Territorio / Div Sviluppo Territoriale e Mobilità / Sez Sviluppo Territoriale / <u>Ufficio Beni Culturali, Servizio Archeologia</u> Compiti principali: identificare, documentare e proteggere beni e siti archeologici; decisione e esecuzione scavi; gestione reperti mobili; elaborazione Mappa archeologica; definizione perimetri d'interesse archeologico; proposta al Dip relativa a beni culturali d'interesse cantonale da integrare nei piani regolatori; verifica e preavvisa domande di costruzione.
Protezione Monumenti	Dip Territorio / Div Sviluppo Territoriale e Mobilità / Sez Sviluppo Territoriale / <u>Ufficio Beni Culturali, Servizio Inventario e Servizio Monumenti</u> Compiti principali: catalogazione dei beni culturali mobili e immobili; proposta al Dip relativa a beni culturali d'interesse cantonale da integrare nei piani regolatori; verifica e autorizzazione domande di costruzione progetti di restauro dei beni tutelati d'interesse cantonale/comunale o in perimetri di rispetto cantonali.
Protezione Insediamenti	Dip Territorio / Div Sviluppo Territoriale e Mobilità / Sez Sviluppo Territoriale / <u>Ufficio Natura e Paesaggio</u> Compiti principali: rilevamento insediamenti o gruppi edilizi; valutazione inserimento armonioso e di qualità paesaggistica in strumenti di pianificazione territoriale e (in ambiti qualificati) in domande di costruzione.

Commissioni

Archeologia	<u>Commissione dei beni culturali</u> , 5 – 9 membri (esperti), preavvisi / consulenza, preavvisi su decisioni di protezione nei piani regolatori e parere in caso di interventi su beni protetti; in ambito archeologico anche preavviso su concessioni di scavo, trasferimento di reperti mobili e indennità a proprietari.
Protezione Monumenti	<u>Commissione dei beni culturali</u> (vedi sopra)
Protezione Insediamenti	<u>Commissione del paesaggio</u> (composizione: esperti, interdisciplinare), consulenza su qualità paesaggistica su temi e oggetti di grande rilevanza territoriale e su strumenti pianificatori.

Inventari

Archeologia	Il Cantone allestisce e aggiorna la Mappa archeologica e definisce i perimetri di interesse archeologico; siti archeologici possono essere immobili inclusi nell' Inventario cantonale dei beni culturali del Cantone Ticino (IBC).
Protezione Monumenti	Il Cantone allestisce e aggiorna l'inventario cantonale dei beni culturali del Cantone Ticino (IBC, beni culturali immobili e mobili d'interesse cantonale / locale)
Protezione Insediamenti	Il Cantone allestisce e aggiorna l'Inventario cantonale dei beni culturali del Cantone Ticino (IBC, insediamenti d'interesse cantonale / locale).

Messa sotto protezione

Dip Territorio / Ufficio Beni Culturali	LBC: Messa sotto protezione di beni archeologici, monumenti e insediamenti come beni culturali d'importanza cantonale su indicazione del Dip Territorio / Ufficio Beni Culturali con Piani d'utilizzazione cantonali (elaborati dal Dipartimento, approvati da Gran Consiglio) o Piani regolatori comunali. Tutela tramite integrazione degli edifici protetti e perimetri di rispetto nella pianificazione.
Dip Territorio / Ufficio Natura e Paesaggio	LST: Messa sotto protezione di paesaggi /insediamenti d'importanza cantonale con Piani d'utilizzazione cantonali (elaborati dal Dipartimento, approvati dal Gran Consiglio) o con piani regolatori. I Comuni tramite i piani regolatori comunali tutelano i paesaggi di importanza locale.
Comuni	Messa sotto protezione di beni archeologici, monumenti e insediamenti come beni culturali / paesaggi d'importanza comunale nei Piani regolatori comunali (integrazione di oggetti d'importanza cantonale in Piani regolatori: v. sopra). Tutela tramite integrazione di edifici protetti e perimetri di rispetto / zone di protezione nella pianificazione.

Sussidi

Cantone / Comuni Contributi finanziari alla conservazione di beni culturali: Il Cantone contribuisce ai costi di manutenzione regolare, conservazione e restauro per i beni d'interesse cantonale, in casi eccezionali per i beni d'interesse locale. Contributo sussidiario del Cantone, quando non vi siano altri mezzi di finanziamento, fino a 50% in forma di sussidio, garanzia o prestito agevolato. Mezzi dell'Ufficio Beni Culturali: crediti quadro su base quadriennale; budget ordinario.

Finanziamento di misure di tutela e valorizzazione del paesaggio, incluse pianificazioni specifiche: il Cantone finanzia la tutela degli oggetti d'importanza nazionale e cantonale; per gli oggetti d'importanza cantonale i Comuni ev. finanziano fino a 25%.

I Comuni finanziano misure di tutela di oggetti d'importanza locale; il Cantone ev. finanzia fino a 50%. Il Cantone può eccezionalmente finanziare misure di valorizzazione di oggetti meritevoli con un contributo massimo del 50%. Tramite crediti quadro su base quadriennale vengono inoltre finanziate opere di valorizzazione del paesaggio e del patrimonio costruito (contributi per tetti in piodo).

Particolarità

Per insediamenti / complessi possibilità di protezione in Piani d'utilizzazione cantonale o Piani regolatori comunali: sia come beni culturali (LBC) sia come paesaggi importanti risp. sulla base di valutazioni di qualità paesaggistica / inserimento ordinato e armonioso (LST).

Per beni culturali degni di protezione (non ancora protetti), possibilità di misure di protezione preventiva (obbligo di informazione e sospensione lavori; a seconda del caso divieto di modifica, sospensione lavori, obbligo di consolidamento o manutenzione, limitazione della facoltà di disporre, sequestro conservativo).

Steckbrief Kanton Uri

Gesetzliche Grundlagen

Gesetz über den Natur- und Heimatschutz (KNHG), Planungs- und Baugesetz (PBG)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Justizdirektion / Amt für Raumentwicklung / Abteilung Denkmalpflege und Archäologie Die Archäologie untersucht und dokumentiert von Bauprojekten bedrohte Fundstellen. Sie bezeichnet die bekannten archäologischen Fundstellen, scheidet Verdachtsgebiete aus und leitet bei Bedarf Grabungen in die Wege.
Denkmalpflege	Justizdirektion / Amt für Raumentwicklung / <u>Abteilung Denkmalpflege und Archäologie</u> Inventarisierung, Erforschung, Erhaltung und Schutz der historischen Ortsbilder und Verkehrswege sowie der schützenswerten Bauten und archäologischen Stätten ein. Begleitung der Restaurierung und Konservierung von Schutzobjekten von der Projektierungsphase bis zum Abschluss, Koordination und Ausrichtung von Beiträgen.
Ortsbildschutz	Justizdirektion / Amt für Raumentwicklung / <u>Abteilung Denkmalpflege und Archäologie</u> Beratung von Gemeinden, Architekten und Bauwilligen, Stellungnahmen zu Orts-, Quartierplanungen, Voreinfagen und Baugesuchen, jeweils gestützt auf Analyse, Bewertung und Erhaltungsziele im ISOS sowie den Aufnahmen der Ortsbilder von regionaler und lokaler Bedeutung.

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Kommission für Natur- und Heimatschutz (NHSK)</u> , mind. 7 Mitglieder (Sachverständige). Sie berät den Regierungsrat, die zuständige Direktion und die Gemeinden in Fragen des Natur- und Heimatschutzes und wirkt mit bei der Aufklärung, Information und Förderung des Verständnisses für NHS.
Denkmalpflege	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u> (siehe oben)
Ortsbildschutz	<u>Natur- und Heimatschutzkommission</u> (siehe oben)

Kantonaler Richtplan

Kanton	Gestützt auf entsprechende Inventare stellen Bund, Kanton und Gemeinden den Schutz und die Erhaltung bedeutender Ortsbilder, geschichtlicher Stätten und Kulturdenkmäler sicher, mit geeigneten organisatorischen und raumplanerischen Massnahmen und durch den Erlass von Schutzmassnahmen. Der Kanton berät die Gemeinden bei Planungs- und Schutzmassnahmen.
Gemeinden	Die Gemeinden mit schützenswerten Ortsbildern von nationaler Bedeutung berücksichtigen in Absprache mit dem Kanton die Inhalte des ISOS in den kommunalen Planungen. Sie stimmen ihre Nutzungspläne und die Bau- und Nutzungsvorschriften auf das ISOS ab. Die Gemeinden mit Ortsbildern von regionaler und lokaler Bedeutung gemäss dem kantonalen Schutzinventar sorgen für eine angemessene Berücksichtigung der Schutzziele.

Kantonale Inventare

Archäologie	Bezeichnung von Funderwartungsgebieten, kantonales Schutzinventar
Denkmalpflege	Kantonales Schutzinventar (mit hinweisendem Charakter)
Ortsbildschutz	--

Unterschutzstellungen

Kanton	Erlass von Schutzmassnahmen durch Verfügung.
Gemeinden	Kulturgebiet nach KNHG; Kernzonen und Schutzzonen gemäss PBG

Beiträge

Kanton	Laut Gesetzgebung besteht kein Anrecht auf eine Unterstützung, in der Regel trägt der Kanton indes rund 15-25% der beitragsberechtigten Kosten.
--------	---

Fiche signalétique du Canton de Vaud

Bases légales

Loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier (LPrPCI) et son règlement d'application (nouvelle loi depuis le 1er juin 2022)

Rattachement administratif et service compétent

Archéologie	Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine (DEIEP) / Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP) / Direction de l'archéologie et du patrimoine (DAP) / <u>Division archéologie cantonale</u> Compétences : recenser et gérer les sites archéologiques, préavisier les demandes de travaux, prospecter et procéder à des fouilles, gérer la documentation et la visibilité du patrimoine archéologique.
Protection des monuments	Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine (DEIEP) / Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP) / Direction de l'archéologie et du patrimoine (DAP) / <u>Division monuments et sites</u> Compétences : recensement, protection des monuments et veille à la protection des sites, conservation des monuments lors de travaux, archivage et documentation.
Protection des sites	Voir ci-dessus

Commission compétente

Archéologie	Pas de commission compétente
Protection des monuments	<u>Commission du patrimoine culturel immobilier</u> (active et renouvelée dans le cadre de la nouvelle loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier LPrPCI).
Protection des sites	Voir ci-dessus

Plan directeur

Canton	Le PDC comporte une Stratégie „C - Encourager une vision dynamique du patrimoine“. Dans ses politiques à <i>incidence spatiale</i> et dans les projets qu'il soutient, le Canton encourage l'intégration de la dimension paysagère du patrimoine culturel dans le but d'améliorer le cadre de vie et l'image de marque du canton. Ses projets sectoriels prennent en compte la dimension paysagère pour restaurer, rétablir ou améliorer les valeurs altérées. Valorisation des sites construits et des sites archéologiques: inventaire fédéral des sites construits à protéger (ISOS) : finaliser l'inventaire, en assurer l'intégration dans les planifications communales, patrimoine du 20e siècle : achever l'inventaire et en assurer la protection, notamment par des périmètres adéquats, sites d'importance nationale : créer un réseau cantonal de sites prioritaires à aménager par un concept paysager à des fins touristiques et culturelles.
Communes	Les communes utilisent les inventaires comme données de base dans leurs planifications.

Inventaire

Archéologie	Une carte archéologique recense actuellement plus de 1730 régions archéologiques. Géodonnées accessibles sur www.patrimoineantiquevd.ch .
Protection des monuments et des sites	L'identification du patrimoine culturel immobilier est assurée au moyen du recensement architectural. La protection du patrimoine culturel immobilier est assurée par l'inscription à l'inventaire et par le classement. Les mesures légales de protection permettent de veiller à la conservation de l'objet. L'inventaire impose au propriétaire d'annoncer tous travaux qu'il envisage au département, respectivement à sa Division monuments et sites, lesquels peuvent ainsi contrôler si ces derniers respectent les caractéristiques et qualités de l'objet inscrit à l'inventaire. Si tel n'est pas le cas, le département prend les mesures nécessaires pour protéger définitivement l'objet en question en ouvrant une procédure de classement. Le classement et l'inscription à l'inventaire sont des mesures de protection spéciales qui exigent d'aborder le bâtiment, dès l'élaboration de l'avant-projet, dans le respect le plus complet de sa substance, construite et décorative.

Mise sous protection

Service cantonal La protection du patrimoine s'appuie à la fois sur les dispositions légales en matière de protection, et notamment :

- le classement comme monument historique (MH sur les fiches de recensement),
- l'inscription à l'inventaire des monuments non classés (abrégée INV)
- l'inscription sur la liste des monuments historiques qui ont bénéficié d'une subvention fédérale (MHCF); sur les outils de planification de l'Etat de Vaud avec:
 - le Plan directeur cantonal (PDCn),
 - le Plan d'affectation cantonal (PAC), et
 - les outils des Communes avec le Plan directeur communal (PDC),
 - le Plan général d'affectation (PGA),
 - le Plan partiel d'affectation (PPA) et le Plan de quartier (PQ), auxquels contribuent les inventaires fédéraux en identifiant les objets isolés et ensembles remarquables.

Sauf mention contraire, les mesures de protection portent sur l'ensemble de l'objet protégé, son enveloppe et son intérieur. Elles peuvent s'étendre à sa parcelle et ses abords. Elles peuvent également porter sur l'ensemble de plusieurs parcelles lorsqu'un site entier mérite d'être protégé (bourg ancien, quartier historique, etc.).

Communes Les communes ont la responsabilité de la protection de leur patrimoine local via leur planification territoriale.

Contributions

Canton Un projet de décret (EMPD) est entré en vigueur en juin 2022 permettant un versement de 10 millions complémentaires au fonds cantonal des monuments historiques pour les frais de fouilles archéologiques et de restauration des objets classés.

Divers

La LPrPCI renforce notamment le recensement architectural, qui constitue la base de l'appréciation qualitative des bâtiments, ainsi que les mesures conservatoires en cas d'abus. Elle précise les mesures de l'inscription à l'inventaire et clarifie les responsabilités des communes. De plus, la nouvelle loi oblige à équilibrer les enjeux patrimoniaux et les contraintes liées à l'énergie.

Le recensement architectural des bâtiments et ouvrages d'art du XXe siècle construits pendant la période 1920-1975 est en cours d'évaluation www.recensementarchitectural.vd.ch

Fiche signalétique du Canton du Valais

Bases légales

Loi sur la protection de la nature, du paysage et des sites (LcPN), Ordonnance sur la protection de la nature, du paysage et des sites (OcPN), Loi sur les subventions (LSu)

Rattachement administratif et service compétent

Archéologie	Dépt. de la santé, des affaires sociales et de la culture / Service de la culture / <u>Office cantonal d'Archéologie</u> Compétences : Préserver, recenser, documenter et valoriser le patrimoine archéologique sur l'ensemble du territoire valaisan. Le Valais ne procède pas aux fouilles archéologiques, mais délègue cette tâche à des entreprises spécialisées.
Protection des monuments	Dépt. des finances et de l'énergie / Service Immobilier et Patrimoine (SIP) / <u>Section patrimoine bâti</u> Compétences : recensement, mise en œuvre et suivi des mesures de protection, conseils de terrain, suivi des subventions, archivage et documentation.
Protection des sites	Voir ci-dessus

Commission compétente

Archéologie	--
Protection des monuments	<u>Commission cantonale des sites</u> , 15 membres (experts, administration, associations), commission consultative et interdisciplinaire, établit les principes de l'inventaire (IBA), les critères de la classification et de la notation, et de l'organisation du service.
Protection des sites	Voir ci-dessus

Plan directeur

Canton	Fiche de coordination C.3 Sites construits, bâtiments dignes de protection, voies historiques et sites archéologiques. Le canton veille, dans le cadre des procédures de planification, à l'intégration des objectifs de sauvegarde des objets répertoriés dans les inventaires et à leur prise en compte dans les autorisations de construire dérogatoires pour les constructions hors de la zone à bâtir, ainsi que pour les autres projets à incidence territoriale, plus particulièrement dans et aux alentours des sites d'importance nationale. (...)
Communes	Les communes prennent en compte les recommandations de l'instance compétente afin de conserver les objets dignes de protection et établissent et tiennent à jour, en collaboration avec les services cantonaux spécialisés, l'inventaire des objets dignes de protection d'importance communale. (...)

Inventaire

Archéologie	Carte des sites archéologiques du Valais.
Protection des monuments	Inventaire des bâtiments du Valais (IBA-VS) La plateforme en ligne www.IBA-VS.ch , en phase de production, n'est accessible pour l'instant qu'aux communes et à leurs mandataires. Elle recense les biens d'importance cantonale et relaie les biens d'importance nationale. Les fiches doivent être homologuées par le Conseil d'Etat avant d'être accessibles au public. A ce jour env. 7'000 fiches sur 26'000 objets recensés sont validées et 2'700 sont homologuées.
Protection des sites	Voir ci-dessus

Mise sous protection

Service cantonal	La mise sous protection résulte de la LcPN. La note au classement d'un objet ou d'un site indique le niveau de mise sous protection. Le degré de classement ainsi que les mesures de protection y afférentes font l'objet d'une mise à l'enquête. Pour les propriétaires ou les autorités, un classement implique le respect des mesures de protection inhérentes aux catégories et aux contraintes spécifiques, ainsi que l'inscription de la mesure de protection dans le registre foncier. Les communes sont en charge de l'examen patrimonial des demandes d'autorisation de construire pour les constructions en zone à bâtir, le service cantonal pour les constructions hors zones à bâtir et pour les projets communaux.
Communes	Les objets d'importance communale sont recensés et mis sous protection par les communes dans le cadre du plan d'affectation. Les communes sont ensuite libres de déployer les moyens financiers et les outils dont elles disposent pour la mise sous protection.

Contributions

Canton Pour l'obtention d'une contribution, le bâtiment concerné doit être au bénéfice d'un classement. Suivant la nature des travaux et de la note au classement, le canton prend en charge entre 10 et 25% des coûts des travaux. L'obtention d'une subvention implique l'inscription au registre foncier de la mesure de protection de l'objet subventionné (limité à 30 ans). Les contributions sont financées par le budget ordinaire et un fond propre de compensation. Le canton se coordonne par ailleurs avec la Loterie pour des subventions complémentaires.

Divers

La Loi sur la protection de la nature, du paysage et des sites (LcPN) est en cours de révision et la version révisée devrait entrer en vigueur d'ici 2024 env.

Steckbrief Kanton Zug

Gesetzliche Grundlagen

Gesetz über Denkmalpflege, Archäologie und Kulturgüterschutz (Denkmalschutzgesetz, DMSG), Planungs- und Baugesetz (PBG)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Direktion des Innern / <u>Amt für Denkmalpflege und Archäologie</u> Erhalt, Pflege, Dokumentation, Erforschung und Einlagerung von Funden des archäologischen Kulturerbes im Kanton Zug. Organisiert in die Abteilungen Ur- und frühgeschichtliche Archäologie, Bauforschung und Mittelalterarchäologie sowie Inventare und Funde.
Denkmalpflege	Direktion des Innern / <u>Amt für Denkmalpflege und Archäologie</u> Erforschung und Erfassung der Denkmäler, Begleitung von Bauvorhaben an Denkmälern. Zustimmung zu Veränderungen an geschützten Bauten, Stellungnahmen zu Bauvorhaben an schützenswerten Bauten oder in der Umgebung von Denkmälern zuhanden der Baubewilligungsbehörden der Gemeinden. Ausrichtung von finanziellen Beiträgen.
Ortsbildschutz	Direktion des Innern / <u>Amt für Denkmalpflege und Archäologie</u> Beratung und Stellungnahmen bei Bauvorhaben in gemeindlichen Ortsbildschutzzonen zuhanden der Baubewilligungsbehörden der Gemeinden.

Fachkommissionen

Archäologie	--
Denkmalpflege	--
Ortsbildschutz	--

Kantonaler Richtplan

Kanton	Die Gemeinden und der Kanton ziehen das Inventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz (ISOS) als Planungshilfe bei.
Gemeinden	Die Gemeinden bezeichnen bei der Revision der Zonenpläne die genaue Abgrenzung der Ortsbildschutzgebiete und legen die notwendigen Schutzbestimmungen fest.

Inventare

Archäologie	Die bekannten Gebiete archäologischer Fundstätten sind im kantonalen Richtplan ausgewiesen.
Denkmalpflege	Inventar der schützenswerten Denkmäler
Ortsbildschutz	gemäss kantonalem Richtplan

Unterschutzstellungen

Kanton	Einvernehmliche Unterschutzstellung mittels Vertrag und behördliche Unterschutzstellung durch Beschluss des Regierungsrats.
Gemeinden	Erlass von Ortsbildschutzzonen in der Nutzungsplanung («Bewahrung prägender Bestandteile der Siedlungen und gestalteten Freiräume»)

Beiträge

Kanton	50 % der beitragsberechtigten Kosten an die substanzerhaltenden Massnahmen. Für die Restaurierung von "Wandgemälden, Fresken, Skulpturen und dergleichen" gilt ein erhöhter Satz von 70% der beitragsberechtigten Kosten. 75% des berechneten Beitrags gehen zulasten des Kantons, 25% zulasten der Standortgemeinde. Der Kanton kann in besonderen Fällen mit Beiträgen auch die Massnahmen des Ortsbildschutzes fördern.
Gemeinden	25% des berechneten Beitrags (siehe Erläuterung unter «Kanton»). Allfällige Beiträge an Mehrkosten, welche Grundeigentümern aus den Massnahmen des Ortsbildschutzes erwachsen, sind Sache der Gemeinden.

Steckbrief Kanton Zürich

Gesetzliche Grundlagen

Planungs- und Baugesetz (PBG), Kantonale Natur- und Heimatschutzverordnung, Verordnung über die Sachverständigenkommissionen, Natur- und Heimatschutzfondsgesetz (NHFG)

Administrative Eingliederung / zuständige Fachstellen

Archäologie	Baudirektion / Amt für Raumentwicklung / <u>Kantonsarchäologie</u> Führen des Verzeichnisses der archäologischen Zonen, Vorabklärungen (Prospektion), Prüfung von Bauvorhaben, Durchführung von Rettungsgrabungen, Auswertung und Dokumentation, Betreuung der Sammlung, Unterschutzstellungen
Denkmalpflege	Baudirektion / Amt für Raumentwicklung / <u>Kantonale Denkmalpflege</u> Inventarisierung von schützenswerten Objekten von überkommunaler oder kantonaler Bedeutung, Dokumentation, Prüfung von Bauvorhaben, Beratung der Eigentümer, Unterschutzstellungen und Öffentlichkeitsarbeit.
Ortsbildschutz	Baudirektion / Amt für Raumentwicklung / <u>Fachbereich Ortsbild und Städtebau</u> Führung des kantonalen Ortsbildinventars, Prüfung von Bauvorhaben und Planungen hinsichtlich Vereinbarkeit mit den Schutzziele, Beratung von Gemeinden und Eigentümern

Fachkommissionen

Archäologie	<u>Archäologiekommision (AK)</u> , 5 Mitglieder (Sachverständige), Beurteilung der Bedeutung von archäologischen Fundstellen
Denkmalpflege	<u>Denkmalpflegekommission (KDK)</u> , 11 Mitglieder (Sachverständige), Abklärung der Schutzwürdigkeit von Gebäuden für Kanton und Gemeinden
Ortsbildschutz	<u>Natur- und Heimatschutzkommission (NHK)</u> , 14 Mitglieder (Sachverständige), Beratung von Kanton und Gemeinden, Beurteilung der Gestaltung und Einordnung von Bauten und Anlagen, Behandlung von allgemeinen Fragen des Ortsbildschutzes.

Kantonaler Richtplan

Kanton	Der Kanton führt ein Inventar der aus überkommunaler Sicht für das Ortsbild wichtigen Gebäude und Gebäudegruppen und gewährleistet die Abstimmung mit dem Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder von nationaler Bedeutung (ISOS). Die Regionen stellen die Ortsbilder von regionaler Bedeutung in den regionalen Richtplänen dar und bezeichnen bei Bedarf Gebiete zur Erhaltung der Siedlungsstruktur. Weiter sind Archäologische Zonen im Richtplan ausgewiesen.
Gemeinden	Die Gemeinden tragen im Rahmen der Nutzungsplanung dem kantonalen Inventar sowie dem ISOS Rechnung.

Inventare

Archäologie	Archäologische Zonen, Fundstellendatenbank und Fundstellenarchiv
Denkmalpflege	Inventar der Denkmalschutzobjekte von überkommunaler Bedeutung. Für Objekte von lokaler Bedeutung erstellen die Gemeinden selbständig eigene Inventare.
Ortsbildschutz	Inventar der schutzwürdigen Ortsbilder von überkommunaler Bedeutung (kantonales Ortsbildinventar)

Unterschutzstellungen

Kanton	Unterschutzstellung mittels Verfügung oder mittels Vertrag
Gemeinden	Verfügungen und Verträge. Ortsbildschutz: Kernzonen, Kernzonenbestimmungen und detaillierte Kernzonenpläne

Beiträge

Kanton	Beiträge aus dem Natur- und Heimatschutzfonds: 20% an Baudenkmäler von regionaler und 30% an solche kantonaler Bedeutung, in besonderen Fällen bis zu 100%. Der Kanton leistet den Gemeinden für Massnahmen zur Erhaltung oder Pflege von Ortsbildern von kantonaler und regionaler Bedeutung Kostenanteile bis zu 60% der beitragsberechtigten Ausgaben.
Gemeinden	Für Beiträge an Objekte von kommunaler Bedeutung entscheiden die Gemeinden in eigenem Ermessen.

3. Résultats

3.1 Protection des sites construits

3.1.1 Organisation et compétences

Dans la plupart des cantons, les services chargés de la conservation des monuments historiques sont aussi compétents pour la protection des sites construits. Dans six cantons (AG, AI, JU, LU, SO, ZH), c'est le service de l'aménagement du territoire qui est compétent pour la protection des sites construits. Dans les cantons d'Argovie, du Jura et de Lucerne, les services de la protection des sites construits et de la conservation des monuments historiques sont rattachés à des directions ou départements différents. En règle générale, les administrations cantonales ont des spécialistes ad hoc chargés de la protection des sites construits. Dans les cantons de Lucerne et du Jura, les tâches dans ce domaine sont confiées aux spécialistes de l'aménagement du territoire.

3.1.2 Commissions spécialisées

Dix cantons disposent d'une commission spécialement ou exclusivement dédiée à la protection des sites construits. Dans onze autres cantons, c'est la commission des monuments historiques qui est aussi compétente pour la protection des sites construits. Cinq cantons n'ont pas de commission compétente en la matière.

En règle générale, les commissions sont instituées par le Conseil d'État et élues pour un mandat. Elles ont principalement un rôle consultatif et disposent parfois d'un droit de proposition. À noter que dans un cas, la commission cantonale a la qualité de partie et peut agir en justice.

Outre des experts du domaine, certaines commissions cantonales sont aussi composées de représentants des groupes d'intérêt, des communes, voire des partis politiques.

3.1.3 Plan directeur et gestion des sites construits à protéger

Il convient tout d'abord de préciser que l'inventaire ISOS et l'ordonnance fédérale correspondante (OISOS, RS 451.12) ne concernent que les sites construits d'importance nationale. Au cours de l'élaboration de l'inventaire, d'autres sites ont toutefois été recensés et classés selon la même méthode (sites d'importance régionale, locale ou non classés). Ces inventaires sont à la disposition des cantons et des communes, mais ne font pas partie de l'ISOS et ne sont pas mis à jour par la Confédération.

Depuis l'arrêt du Tribunal fédéral de 2009 dans l'affaire Rüti et la révision de la LAT de 2012, tous les cantons consacrent un chapitre de leur plan directeur à la protection des sites construits ou du moins tiennent compte des aspects historiques comme composants de la qualité du milieu bâti. La prise en compte des sites d'importance nationale figurant dans l'ISOS dans les plans directeurs va désormais de soi. Pour ce qui est des sites d'importance régionale ou locale, un tiers des cantons n'ont pas fourni d'informations très précises. Certains cantons considèrent que leur action doit se limiter aux sites d'importance nationale, alors que d'autres intègrent à leur plan directeur les sites d'importance régionale voire – pour une minorité – locale.

Les plans directeurs cantonaux diffèrent fortement, en ce qui concerne les contenus tant textuels que cartographiques. Ainsi, plusieurs cantons ont tiré profit de leur plan directeur pour apporter des précisions utiles pour la pratique administrative, pour mettre sur pied des offres de conseil ou pour attribuer des mandats au canton et aux communes. À l'opposé, certains cantons ont réglé la gestion des sites ISOS de manière très minimaliste.

3.1.4 Inventaires des sites construits

Certains cantons se limitent à protéger les objets d'importance nationale inscrits à l'inventaire ISOS. Mais la majorité d'entre eux s'intéressent aussi aux sites d'importance régionale ou locale. Certains cantons ont établi leurs propres inventaires ou considèrent les sites d'importance régionale selon l'inventaire ISOS comme des sites d'importance cantonale (les sites d'importance locale correspondant à des sites d'importance communale).

3.1.5 Protection des sites construits

Tous les cantons veillent à protéger les sites d'importance nationale par des mesures appropriées. Dans la plupart des cas, cette protection passe par des mesures d'aménagement du territoire, par exemple la délimitation de zones centrales ou de centres historiques dans les zones d'affectation primaires ou la définition de zones de protection (des sites construits) superposées. Pour protéger les sites construits, certains cantons ont en outre édicté des dispositions relatives à la protection des ensembles bâtis et mentionnent dans leurs inventaires les ensembles à protéger.

De grandes différences apparaissent dans le traitement des sites qui ne figurent pas dans l'inventaire ISOS (sites d'importance régionale et locale) : certains cantons ne les prennent pas en compte, alors que d'autres ont édicté des directives précises concernant l'application de mesures de protection dans les plans directeurs cantonaux ou formulé des recommandations concrètes dans des guides. La majorité des cantons ne se prononcent pas sur la gestion des sites d'importance locale. Dans ce cas, les communes sont en général libres de prendre ou non des mesures de protection.

3.1.6 Examen des plans d'affectation et des demandes de permis de construire

Les pratiques cantonales sont globalement homogènes en ce qui concerne l'examen des plans d'affectation et des plans d'affectation spéciaux. Dans le cadre de l'examen préalable et de l'approbation par le canton prévus par la loi, les projets de plans d'affectation sont systématiquement examinés par les services cantonaux compétents. La pratique diffère toutefois en ce qui concerne l'examen des demandes de permis de construire dans les zones de protection des sites construits, pour lequel trois cas de figure se présentent : dans certains cantons, tous les projets de construction prévus dans une zone de protection des sites construits doivent être soumis au service cantonal compétent ; une deuxième catégorie de cantons n'impose cet examen que pour les projets concernant les sites d'importance nationale ; enfin, d'autres cantons ne se prononcent que si la demande concerne des bâtiments individuels protégés qui relèvent de la compétence du service cantonal.

3.1.7 Contributions aux mesures de protection des sites construits

Les contributions accordées dans le domaine de la protection des sites construits varient fortement d'un canton à l'autre. Certains cantons prévoient la possibilité de soutenir financièrement les plans communaux au titre de la protection des sites construits, d'autres prévoient le versement de contributions aux propriétaires qui œuvrent à la conservation du site (en général par le biais d'une rénovation extérieure). Dans plusieurs cantons, la délimitation entre la protection des sites construits et la conservation des monuments historiques n'est pas très nette. Il existe aussi des cantons qui ne prévoient aucune forme de soutien aux mesures de protection des sites construits.

3.2 Conservation des monuments historiques

3.2.1 Organisation et compétences

À l'exception d'Appenzell Rhodes-Intérieures, tous les cantons disposent d'un service des monuments historiques et d'au moins un expert en la matière au sein de l'administration. Ce service est toutefois rattaché à des directions ou départements différents selon les cantons. Douze services sont rattachés sur le plan organisationnel au département de l'instruction publique, huit au département des travaux publics et six au département de l'intérieur, de la justice ou des finances.

Dans vingt cantons, le service est rattaché à un office, en général l'office du développement territorial ou l'office de la culture. Dans six cas, le service est autonome, c'est-à-dire qu'il est directement subordonné à un membre du Conseil d'État.

3.2.2 Commissions spécialisées

Quasiment tous les cantons (22) disposent d'une commission spécialisée. Quatre cantons n'en ont pas et la commission du Canton de Vaud est actuellement inactive.

En règle générale, les commissions sont instituées par le Conseil d'État et élues pour un mandat. Elles ont principalement un rôle consultatif et disposent parfois d'un droit de proposition. Dans certains cantons, la commission dispose également d'un pouvoir décisionnel, par exemple pour octroyer des contributions ou déposer un recours (droit de recours). Parfois, la commission se prononce aussi sur la mise sous protection ou l'octroi de contributions pour des travaux de restauration.

Seules quelques commissions cantonales intègrent des représentants des groupes d'intérêt. Il peut s'agir de représentants du monde politique (parlement cantonal, communes) ou d'associations telles que les sections de l'organisation Patrimoine suisse ou l'association des propriétaires fonciers.

3.2.3 Inventaires des monuments historiques

L'une des tâches fondamentales dans le domaine de la conservation des monuments historiques est de sélectionner, parmi l'ensemble des bâtiments existants, ceux qui sont dignes de protection. Tous les cantons établissent des inventaires à cet effet. La définition légale d'un objet à protéger n'est pas définie de manière uniforme dans les cantons, ce qui n'a guère d'importance en pratique. Certains cantons n'ont entrepris le recensement systématique des objets dignes de protection qu'au cours des dernières années. Tous n'ont pas terminé ces travaux. Quasiment tous les cantons ont saisi les données relatives aux objets à protéger dans des banques de données. La plupart du temps, ces objets sont publiés sur un géoportail accessible à toute la population ou, plus rarement, sur des listes. Comme les concepts et catégories de protection et les types de bâtiments concernés divergent selon les cantons, la saisie des données est peu uniforme dans l'ensemble.

De grandes différences existent dans le choix des objets recensés. Certains cantons ne recensent que les objets d'importance cantonale, puisque ce sont les seuls pour lesquels ils sont compétents, et délèguent complètement aux communes le recensement des objets d'importance locale. En revanche, d'autres cantons recensent aussi les objets d'importance locale et mettent ces informations à la disposition des communes.

3.2.4 Mise sous protection

Il existe fondamentalement trois approches de protection, qui sont souvent combinées entre elles.

La première est une approche contraignante qui impose une protection via l'aménagement du territoire, en règle générale par une inscription des monuments à protéger dans le plan de zone communal et par l'adoption de dispositions de protection dans le règlement de construction correspondant. Environ la moitié des cantons appliquent cette approche, en particulier – mais pas exclusivement – pour la protection des objets d'importance locale.

La deuxième approche repose sur des directives ou des conventions de protection édictées ou négociées objet par objet. C'est cette approche qui est presque toujours appliquée pour les objets d'importance cantonale/régionale. Certains cantons recourent également à cette variante pour tous les objets d'importance locale.

Enfin, la troisième approche – adoptée par quelques cantons – consiste à inscrire les objets à protéger sur une liste. Concrètement, deux types de protection existent dans cette approche : l'un à vocation préventive (clarifications supplémentaires imposées avant d'effectuer des travaux), l'autre à vocation proprement protectrice (p. ex. interdiction de modifications et travaux soumis à autorisation).

3.2.5 Examen des plans d'affectation et des demandes de permis de construire

En ce qui concerne l'examen des plans d'affectation, les pratiques cantonales sont globalement homogènes aussi dans le domaine des monuments historiques. Dans le cadre de l'examen préalable et de l'approbation par le canton prévus par la loi, les projets de plans d'affectation sont systématiquement examinés par les services cantonaux compétents.

En ce qui concerne l'examen des demandes de permis de construire, tous les services cantonaux examinent les projets touchant des objets d'importance cantonale/régionale. Dans certains cantons, le service des monuments historiques a la tâche d'examiner aussi les demandes de permis de construire concernant des objets d'importance communale, ce qui n'est pas du tout le cas dans d'autres.

3.2.6 Contributions à la conservation des monuments historiques

Tous les cantons prévoient des contributions à la conservation des monuments historiques, calculées sur la base des coûts imputables. Le montant et la nature des contributions varient fortement d'un canton à l'autre. Certains cantons ont des taux fixes, éventuellement échelonnés en fonction de l'importance des objets, alors que d'autres s'octroient une certaine marge d'appréciation. Dans la plupart des cas, les propriétaires ont droit à des contributions, mais le montant octroyé dépend parfois des ressources disponibles. Les différences sont également importantes en ce qui concerne les compétences décisionnelles. Ainsi, dans certains cantons, les services des monuments historiques se prononcent sur les contributions jusqu'à un certain plafond, alors que dans d'autres, cette compétence revient à l'échelon administratif supérieur, au Conseil d'État ou à la commission des monuments historiques.

Enfin, de grandes différences existent aussi quant au rôle des communes. Dans certains cantons, celles-ci sont obligées de verser des contributions, alors qu'elles sont libres de le faire ou non dans d'autres.

3.2.7 Services des monuments historiques des grandes communes urbaines

Huit grandes villes de Suisse disposent de leur propre service des monuments historiques, ce qui est quasiment obligatoire compte tenu du nombre d'objets à protéger sur leur territoire. Il s'agit des villes de Berne, Biel/Bienne, Genève, Lausanne, Lucerne, Saint-Gall, Winterthour et Zurich. Dans le canton de Schaffhouse, le service cantonal fait aussi office de service responsable pour la Ville de Schaffhouse. À Lugano, un service culturel est en train d'être mis en place. Il devrait notamment assumer des tâches en lien avec la conservation des monuments historiques. Le fonctionnement de ces services dépend des dispositions légales cantonales respectives. Les cantons ont parfois délégué certaines tâches à ces villes.

3.3 Archéologie

3.3.1 Organisation et compétences

Même si certains cantons de petite taille ne disposent pas de personnel spécialisé dans le domaine de l'archéologie, tous ont désigné un service chargé de cette question au sein de leur administration. Les services ou interlocuteurs spécialisés sont rattachés à différents départements ou directions, le plus souvent au département de l'instruction publique ou de la culture. Environ la moitié des services archéologiques sont gérés conjointement avec le service des monuments historiques. Certains services sont rattachés à un office cantonal, deux forment des offices autonomes et, plus rarement, certains services sont rattachés à la Chancellerie d'État.

3.3.2 Commissions d'archéologie

La plupart des cantons disposent d'une commission spécialisée qui peut se prononcer, entre autres, sur les questions archéologiques. Cinq cantons disposent d'une commission spécifique pour l'archéologie et huit n'ont aucune commission de ce genre.

En règle générale, les commissions sont instituées par le Conseil d'État et élues pour un mandat. Elles ont principalement un rôle consultatif et disposent parfois d'un droit de proposition.

3.3.3 Inventaires et zones archéologiques protégées

Les cantons tiennent des listes ou des inventaires des sites, fouilles ou régions archéologiques potentielles. Les inventaires déploient des effets juridiques fort différents, qui peuvent aller de la simple information à une protection contraignante. En règle générale, les cantons saisissent les informations dans une banque de données. Les régions archéologiques potentielles et les zones protégées sont généralement consultables publiquement, le plus souvent via le géoportail cantonal. Certains cantons abordent le thème de l'archéologie dans leur plan directeur cantonal.

Les dispositions de protection sont édictées de différentes manières. Généralement, les zones protégées ou les régions archéologiques potentielles sont inscrites dans les plans de zones communaux, parfois aussi dans les cartes des plans directeurs cantonaux. Les cantons édictent aussi souvent des arrêtés de protection ou concluent des conventions de protection.

3.3.4 Examen des plans d'affectation et des demandes de permis de construire

Dans ce domaine, les cantons fonctionnent globalement de la même manière. Les services spécialisés examinent les plans d'aménagement local selon leurs procédures internes pour tenir compte des intérêts archéologiques.

Ces services sont consultés lorsque les demandes de permis de construire portent sur des objets qui se trouvent dans des zones protégées ou des régions archéologiques potentielles ou qui sont protégés par des arrêtés ou des conventions de protection. En règle générale, les maîtres d'ouvrage sont tenus de signaler immédiatement les éventuelles découvertes archéologiques.

3.3.5 Collections archéologiques

En vertu de l'art. 724 CC, les vestiges archéologiques sont la propriété du canton sur le territoire duquel ils ont été trouvés. En conséquence, les cantons disposent de collections archéologiques. Les différentes collections cantonales ne sont pas organisées de la même manière. Dans les cantons de petite taille, elles sont généralement gérées par le musée d'histoire. Les cantons plus grands, en particulier ceux qui possèdent un riche patrimoine archéologique, ont souvent un musée d'archéologie ou des sites muséaux.

3.3.6 Fouilles, prospection et diagnostic

Plus de la moitié des cantons ont des spécialistes chargés des fouilles, des prospections et des diagnostics archéologiques. En fonction de la charge de travail, ils font appel à des prestataires externes. Seule une minorité de cantons s'appuient exclusivement sur des prestataires externes. La plupart du temps, les cantons prennent en charge la totalité des coûts des fouilles archéologiques qui s'avèrent nécessaires. Certains cantons demandent toutefois une participation des communes.

3.4 Thèmes transversaux

3.4.1 Utilisation des fonds de loterie

Le financement des contributions octroyées pour la conservation des monuments historiques est réglé différemment selon les cantons. Nombre d'entre eux utilisent les fonds de loterie. Concrètement, deux variantes existent : augmentation générale du budget des contributions, sous la forme d'un fonds spécialement créé à cet effet et dans lequel est versée chaque année une part fixe des ressources disponibles, ou demandes adressées au fonds de loterie cantonal au cas par cas. Pour savoir comment et dans quelle mesure les ressources des fonds de loterie sont utilisées dans le domaine de l'archéologie, de la conservation des monuments historiques et de la protection des sites construits, il faudrait réaliser une analyse plus approfondie.

3.4.2 Plans directeurs cantonaux

La LAT contient différentes dispositions concernant le contenu des plans directeurs cantonaux. Avec la révision de 2012, la qualité du milieu bâti a gagné en importance. Lorsqu'ils établissent leurs plans directeurs, les cantons doivent tenir compte de l'ISOS en tant que conception ou plan sectoriel de la Confédération (art. 6, al. 4) et définir, dans le domaine de l'urbanisation, la manière de concentrer le développement d'une urbanisation de qualité à l'intérieur du milieu bâti (art. 8a, al. 1, let. c). Tous les cantons ont donc intégré la thématique de la protection des sites construits

dans leurs plans directeurs sous une forme ou sous une autre, avec toutefois des différences notables sur le fond.

En ce qui concerne la conservation des monuments historiques et l'archéologie, les contenus des plans directeurs cantonaux sont très hétérogènes. Certains cantons utilisent leur plan directeur pour donner des directives claires en matière d'inventaire des monuments historiques ou de délimitation des zones archéologiques. Le présent rapport ne livre qu'un aperçu sommaire de l'utilisation du plan directeur.

3.4.3 Position des communes

En ce qui concerne la conservation des monuments historiques et la protection des sites construits, les cantons disposent d'une marge de manœuvre considérable dans la répartition des tâches entre le canton et les communes (pour ce qui est de l'archéologie, seule la ville de Zurich dispose d'un service communal). C'est pourquoi les tâches communales sont réglées de manière très différente, surtout dans le domaine de la conservation des monuments historiques. On trouve des cantons qui délèguent complètement aux communes la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance locale, d'autres qui mettent à disposition toute une palette de prestations dans ce domaine (réalisation d'inventaires, conseils, etc.) et d'autres encore qui prennent en charge la majorité des tâches correspondantes. La présente enquête ne donne qu'un aperçu superficiel de ces différents modèles. Une analyse plus approfondie serait nécessaire pour savoir dans quelle mesure les communes sont légalement tenues de protéger les monuments historiques et quelles tâches elles assument dans ce domaine.

Oooo_oO_ooO_ooo_oO_O_OOoo_OOo_OO_Oooo_oooo

Annexes

Tableau récapitulatif du volet de l'enquête sur la protection des sites construits

Tableau récapitulatif du volet de l'enquête sur la conservation des monuments historiques

Tableau récapitulatif du volet de l'enquête sur l'archéologie

Panoptique Patrimoine culturel

Protection des sites construits : Evaluation du sondage

Canton	AG	AI	AR	BE	BL	BS	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SO	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH
--------	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Ancrage institutionnel

Dir. des travaux publics	X	X			X	X		X									X	X		X						X
Dir. de l'instruction publique/culture			X	X			X		X	X			X	X	X				X							
Autre direction											X	X				X					X	X	X	X	X	
Service autonome							X	X									X			X					X	
Révision législative en cours											X										X		X			

Plan directeur cantonal

Prise en compte de l'ISOS	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Mentions des :																										
- sites d'import. rég.	X		X	X			X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				X
- sites d'import. loc.			X	X			X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				

Commissions (uniquement commission indépendantes sites construits/MH)

Nomination par	CE	CE		CE		CE			CE		CE					CE		CE			CE				CE
Nombre de membres	-11	6		-30		7			9		-9					5		22			7-9				14
Uniquement consultatives	X			X		X			X		X					X		X			X				X
Avec pouvoir de décision		X																							
Avec droit de proposition																									
D'experts uniquement		X		X		X			X							X					X				X
D'experts et représentants divers	X										X							X							

Inventaires et instruments

Uniquement ISOS	X	X	X		X		X				X		X	X		X					X	X	X	X	
ISOS et inventaires spécifiques				X				X	X	X	X		X			X		X	X	X	X				X
Instruments:																									
- zones centrales	X	X		X	X		X	X			X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
- zones de protection de site	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
- autres	X			X	X		X			X	X		X			X	X	X	X	X	X				X

Prestations du canton

Conseil aux communes	X		X	X	X		X				X	X	X	X			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Examen des plans d'affectation	X		X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Examen des permis de construire	X		X	X	X	X	X	X	X		X		X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Aides financières pour																										
- planifications	X	X		X						X							X				X				X	
- projets de construction	X	X	X	X		X	X		X	X	X			X			X				X				X	

Contributions financières aux mesures conservatoires

Obligation de contribution : Canton sur objets d'import. cant. Canton sur objets d'import. loc. Commune sur objets d'import. loc.	X		X	?	X	X X X	X X		X	X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X
Contributions facultatives : Canton sur objets d'import. cant. Canton sur objets d'import. loc. Commune sur objets d'import. loc.				?																		X X			X
Taux de contribution : - objets d'import. nation. - objets d'import. cant. - objets d'import. loc.		40% 35% 30%	54%	Tab. RR		25% 15% 9%			-35% 20% 20%	10% 10% 10%	-25% -20% -15%	-25% -20% -15%	-60% -50% -35%	-30% -30% -25%	30% 30%	-35% ... 15%	-24% -23%	25% 21% 18%	20% 15% 10%	-50% -50%	-25% 15%		25% ... 10%	-50% -50% -50%	-30% -30%
Financement des contributions : - sur le budget ordinaire - d'un fonds séparé - du fonds de la loterie		X	X	X X	X X	X	X	X	50% 50%	X	X	X X X	X X X		X	X	X		X	X	X	X	X	X	X X X

Dossiers de planification et demandes de permis de construire

Examen des plans d'affectation : - systématique - au cas par cas	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Examen des permis de construire : - systématique - au cas par cas - avec conditions contraignantes - avec recommandations	X	X	X	X	X X	X	X	?	X	X	X X	X X	X X	X X	X	X X	X	X X X	X X	X	X X	X X	X	X	X X X	X X X

